

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX: 0,60 NF

N° 125 - 1^{er} Décembre 1962

**COMBIEN DE VOIX VAUT
UN DÉPUTÉ P.S.U.**

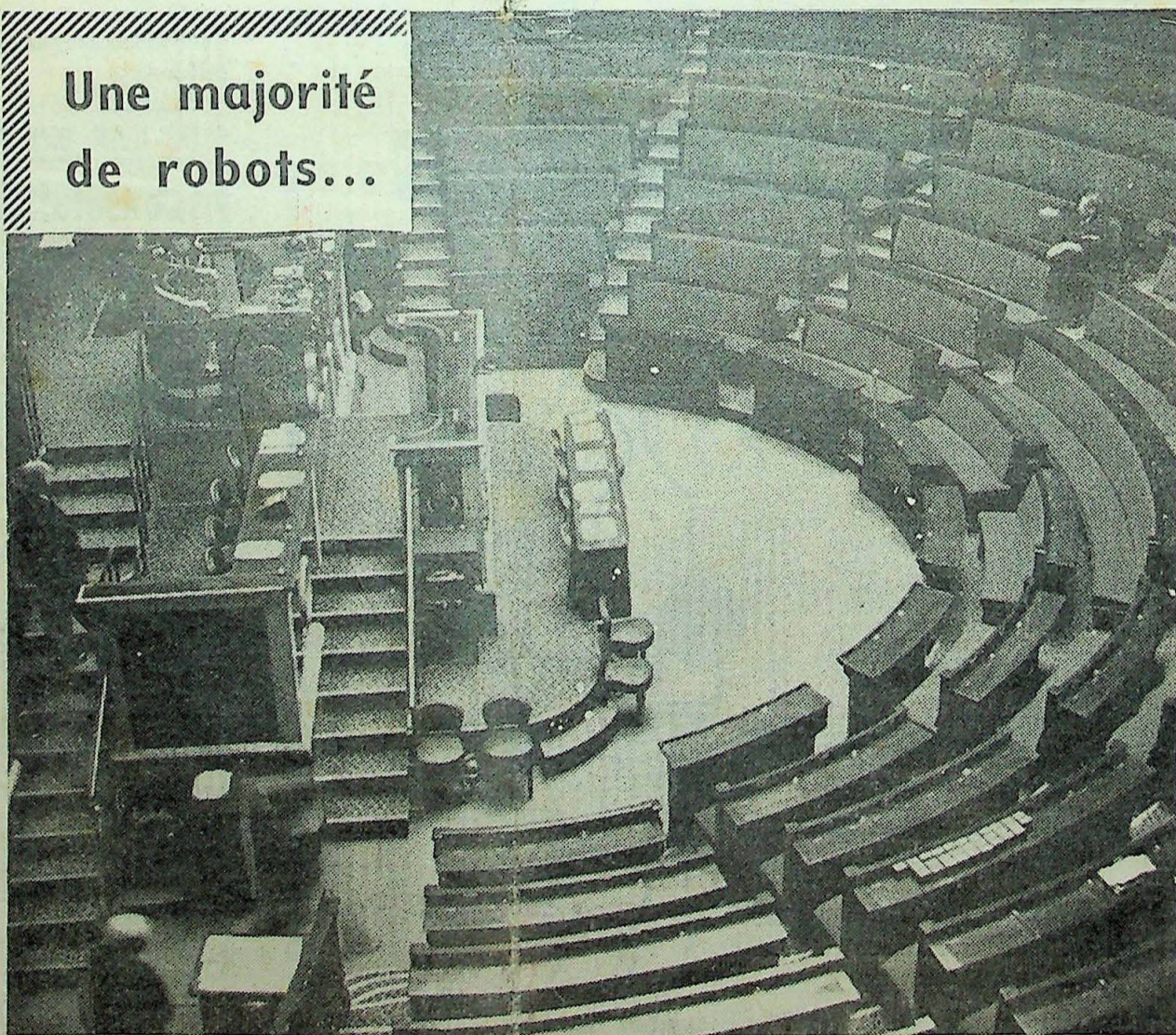
(Page 4)

*Les élections partielles
en Grande-Bretagne*

(Page 8)

Durcissement du régime après les élections législatives

Une majorité
de robots...



Keystone

*Dans les mois à
venir, une période
de calme trom-
peur risque de
dissimuler
une emprise
plus grande
du pouvoir
personnel.*

Lire en pages 6 et 7 :
le compte rendu du
débat organisé par
« TRIBUNE »

**“TRIBUNE” compte sur vous
pour sa grande campagne
de diffusion**

(Lire en page 10)

La nouvelle Assemblée nationale sera largement dominée par l'U.N.R. Celle-ci, en écrasant les Indépendants, en infligeant un recul sérieux au M.R.P., occupe sa vraie place : celle de la droite et de l'extrême-droite. Le progauillisme des « inconditionnels » réduira encore le rôle du Parlement et rendra plus facile la poursuite du dessein gaulliste : le renforcement du pouvoir personnel et discrétionnaire.

LE CINÉMA

Un film attachant :
**UN CŒUR GROS
COMME ÇA**
de François Reichenbach
(Voir en dernière page)

Sport et politique

AVEC Michel Jazy et le ministre Herzog, le sport fait son entrée dans la politique, et ce n'est pas le fruit d'un hasard.

Dans le Rhône, particulièrement, à l'exception du P.S.U., les candidats ont voulu faire des campagnes « sportives », dans le but d'être sensibles aux « femmes et aux jeunes » qu'il faut conquérir, comme nous y invitait récemment de Gaulle.

Lors de sa première réunion, tenue dans un café de boulistes, M. Herzog a été accueilli par le Dr Bidon, « médecin des sportifs », selon *Le Progrès*, lequel fit un dimanche la tournée des jeux de boules et des salles de P.M.U. : une campagne « à l'américaine », selon la presse locale. Barré sur le plan bouliste, Herzog se rabattit sur la présidence d'une conférence avec film sur « les dieux du ski ». M. Ambre (Entente Démocratique), lui, avait comme suppléant un autre docteur présenté comme spécialiste de « la traversée de Lyon à la nage », et M. Gagnaire (maire S.F.I.O. de Villeurbanne) était assisté de M. Chiado, président de l'Office municipal des sports. M. Charret (U.N.R.) devait promettre aux électeurs de leur faire « édifier une piscine tous temps (été-hiver) ». M. Ladret (S.F.I.O.) était présenté comme « président du Comité lyonnais de boxe », et M. Salles (M.R.P.) se proposait de développer l'équipement sportif pour donner à la jeunesse « des loisirs sains et vivifiants »...

Régime souple

CINQ CENTS élèves des classes préparatoires ont manifesté à l'appel de la Fédération nationale des étudiants préparatoires (affiliée à l'U.N.E.F.). Le régime qu'on leur impose est celui des écoliers d'une classe de sixième : pour téléphoner, il leur faut demander une autorisation au censeur... vingt-quatre heures avant !

La Fédération réclame « l'obtention d'une carte d'étudiant servant de carte de sortie, la liberté d'association et les libertés syndicales, une discipline assouplie ». La Fédération a signalé qu'elle ne remet pas en cause la discipline dans le travail ni la participation obligatoire à tous les cours. Elle souhaite voir remplacer les études surchargées par un travail en petits groupes, dont les étudiants assureraient eux-mêmes la discipline.

Lettre d'un rapatrié

« J'ai trouvé de logement... et je n'ai pas touché un centime depuis que je suis ici. La seule chose qu'ait faite en notre faveur l'Office universitaire français... fut de nous fournir une liste d'adresses d'exploiteurs pieds-noirs qui essayent de tirer le maximum de leurs appartements avant de s'en aller. J'en ai vu de ces salauds qui peuvent à peine dissimuler leur hostilité envers nous, qui arrivons, mais qui crèvent de dégoût à l'idée que des « indigènes » pour-

raient venir s'installer chez eux ! Les collègues qui sont là depuis le 1er octobre n'ont pas encore vu la couleur de leur traitement... Ceux qui étaient là l'année dernière et qui sont revenus... ne sont pas payés depuis juillet. Il y a des raisons politiques que vous feriez bien de dénoncer — de la part des Finances françaises une mauvaise volonté manifeste (les intendants ont les fonds dans leurs caisses mais n'ont pas le droit d'y toucher)... Mon Pouvoir est fort peu disposé à dépenser de l'argent pour instruire des « bougnoules ». Il s'agit pour lui de stopper la coopération. Seulement, il ne peut rompre ses engagements. Il s'agit donc de nous avoir à l'écoeurément individuel et de nous encourager de retourner l'année prochaine... Le secteur coopération payé par le Trésor algérien a reçu 70 p. 100 à titre d'avance, mais nous, rien ! »

Notre prison

« Cela fait bientôt trois ans... A la longue et quoi qu'on veuille penser et dire, on devient amer, ou simplement désenchanté. A la fin, on fait son trou et on tourne dedans... »

« Je suis tout simplement un vieux prisonnier et la solitude a l'avantage de m'en donner au moins une conscience aiguë. Car les visites maintiennent un lien artificiel qui, je crois, est finalement de peu d'aide... Peu à peu... mes amis et moi, nous nous quittons... Vous êtes une poignée de camarades fidèles et utiles. Impuissants à arracher une libération mais rappelant à quelques personnes notre présence ici alors qu'elles avaient tendance à nous oublier bien naturellement. Grâce à vous, nous ne sommes pas tout à fait perdus. »

Le nombril

NOUS lisons dans *La Nation* que « l'U.N.R. n'est pas un parti de droite. Si l'U.N.R. a pris des voix à droite dès le premier tour, alors qu'aucune question de Front populaire ne jouait, c'est que l'électeur, libre de voter pour un homme de droite, a choisi de ne pas le faire. En votant gaulliste, il a donc forcément voté plus à gauche ».

C'est une explication.

« La France ayant à peine voté et délibérément choisi, les procès d'intentions reprennent comme si rien ne s'était passé. »

Effectivement, le problème posé reste le même.

« On trouve les mêmes réflexions, à quelques nuances près, dans le grand quotidien de la bourgeoisie... »

Le Figaro, probablement, que dans les feuilles progressistes et communistes, *Tribune Socialiste*, peut-être.

Raison de plus pour reconnaître que le gaullisme est bien au centre, car seule une formation centriste peut provoquer sur ses ailes des réactions similaires. »

C'est évident. Personne ne le conteste : l'U.N.R. est le nombril de la France.

Le confident

A Lyon, certains candidats ont usé d'un ton familier. M. Ladret (S.F.I.O.) commençait sa lettre personnelle aux électeurs par cette phrase magnifique : « Depuis vingt-cinq ans, je suis le confident de vos souffrances, de vos soucis et de vos peines. »

M. Ladret s'est trompé sur sa vocation véritable. Il n'est ni prêtre, ni médecin... ni député.

Le désir et M. Pinay

« Je ne serai jamais candidat à la présidence de la République », a déclaré M. Pinay à tous ceux qui sont venus lui demander de les éclairer sur ses desseins.

Chacun a interprété cette déclaration comme l'aveu d'un désir. On a fait remarquer que personne ne lui avait demandé d'être candidat à la présidence de la République.

On a remarqué ensuite que M. Pinay était bon manœuvre.



Antoine Pinay

Il est certain que s'il avait déclaré qu'il se présenterait à la présidence, tout le monde aurait répondu que ce n'était pas pensable. Maintenant qu'il déclare qu'il ne se présentera pas, tout le monde commence à y penser.

Travail de Suisse

JEAN QUELOZ publie la réponse d'un lecteur à l'un de ses articles parus dans *Le Monde du Travail*, à Genève. Cette lettre fait écho à l'article d'Albert Roux paru dans la T.S. 124 :

« Je croyais que la seule possibilité de m'en sortir financièrement était de « faire des heures supplémentaires ». J'en ai fait pendant des années. Voilà ce que j'ai constaté :

1°) Je « sacrifiais » toute ma vie à mon travail. Il m'était impossible de m'occuper d'autre chose ;

2°) Mon patron me jugeait selon ma paie. Il l'estimait suffisante. Il me jugeait par le nombre des heures qu'elle nécessitait. Je ne pouvais donc jamais me faire augmenter ;

3°) Mes camarades et moi, nous restions complètement en dehors de toute action dite ouvrière, syndicale ou familiale : à la fin de notre journée, nous étions trop fatigués pour établir une solidarité entre nous et pour essayer d'exercer une pression collective sur la direction.

J'ai donc décidé de ne plus faire d'heures supplémentaires, pour pouvoir consacrer mon temps libre à faire la connaissance de mes collègues de travail. Ce que j'ai fait. Plusieurs collègues m'ont suivi. Nous avons revendiqué. Maintenant nous ne faisons plus d'heures supplémentaires, et nous sommes payés autant qu'avant.

La Suisse n'est pas la France, c'est vrai. Mais si cet exemple ne vous paraît pas applicable à la France, nous vous prions de nous dire pourquoi. Il vous sera répondu.

LE BILLET

DE JEAN BINOT

Consolations

A ceux de nos concitoyens que les élections des 13 et 25 novembre auraient jetés dans un soupçon d'amertume, il y a lieu d'apporter sans délai le nécessaire allègement, voire le réconfort puisqu'il se trouve à portée de la main.

Il suffit d'évoquer le maintien, l'arrivée ou le retour à l'Assemblée nationale de personnalités hors série dont la carrière déjà longue atteste à tout le moins que la vertu reçoit ici bas sa récompense.

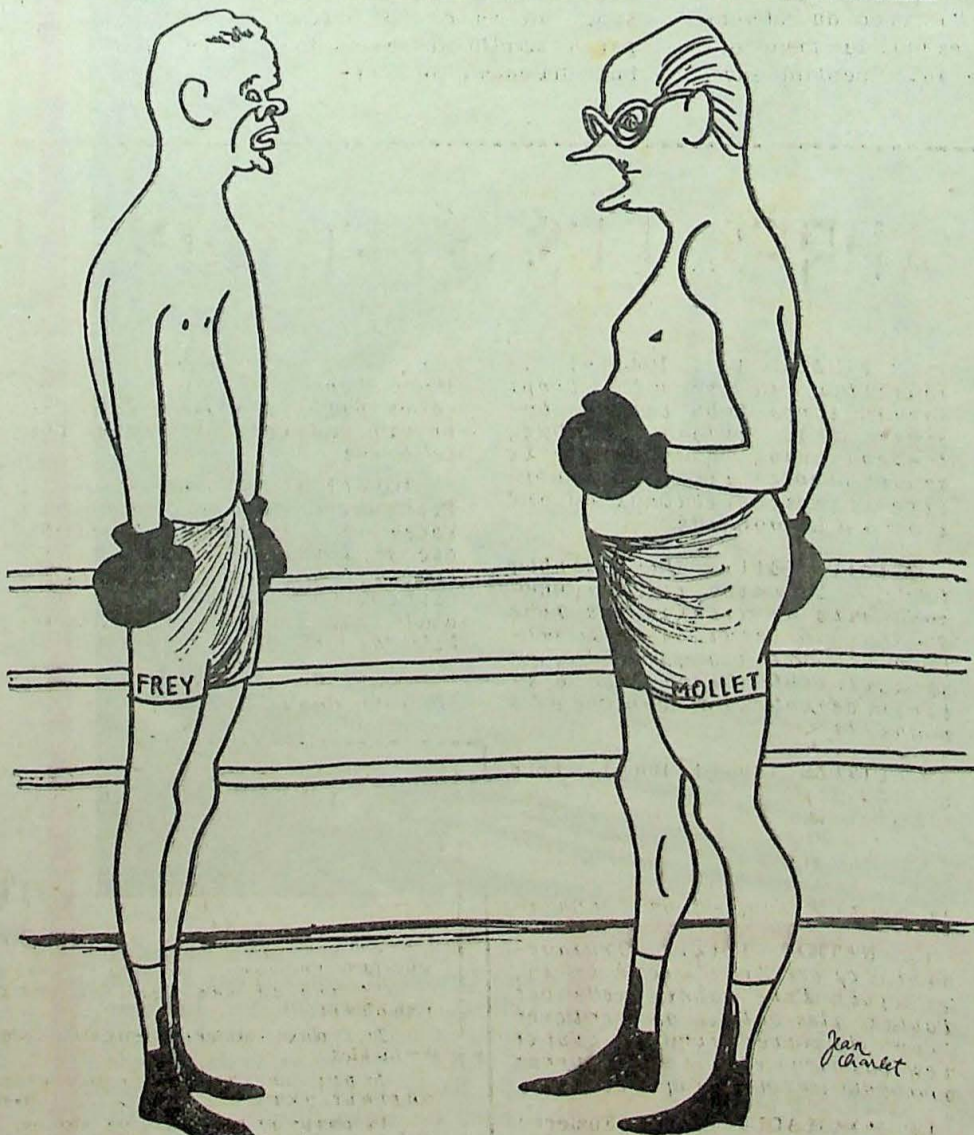
L'un, qui dut sa réélection en 58 à l'appui décisif de l'U.N.R. — il était alors au service de Mongénéral — et qui la doit en 62 à l'appui également décisif du Parti communiste... Qui dit mieux ?

L'autre, qui « informa » la métropole depuis Radio-Alger aux alentours du 13 mai, puis devint ministre de la Police. L'élection très parisienne qu'il vient de remporter incitera toutefois les usagers du métro à éviter aux heures d'affluence la station Charonne.

Le troisième, enfin, qui tint la vedette durant une certaine guerre d'Algérie où il s'illustra de plus d'une manière — mais y eut-il jamais une guerre d'Algérie ?

Au fait, qui a prétendu, en des temps lointains, que les Français ont la mémoire courte ?

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



DÉSINCHANTE DE VOUS RETROUVER... »

On ne compose pas avec le gaullisme

LE trait le plus frappant de ces élections législatives, c'est qu'il s'est produit entre les deux tours de scrutin un renversement des alliances et que celui-ci a été décidé par le corps électoral lui-même, contre les décisions prises par la plupart des dirigeants des partis en présence.

Jusqu'ici, chaque fois que les élections françaises avaient lieu au scrutin majoritaire à deux tours, il était aisé de prévoir avant le premier le sens général des désistements pour le second, à quelques accidents près. Cette fois, les dispositions tactiques envisagées par la majorité des partis ont été bouleversées par les résultats du premier tour.

Ceux-ci ont d'abord fait apparaître très clairement que la droite, toute la droite, se regroupait d'un coup derrière les gaullistes. Les divisions, un moment surgies des équivoques de 1958, des suites de la guerre d'Algérie, de la résistance désespérée des « ultras », se sont effacées ; avec un instinct très sûr, les électeurs conservateurs et réactionnaires ont reconnu dans le régime de pouvoir personnel discrétionnaire le régime de leurs vœux. Ils n'ont pas marchandé leur appui.

Le transfert des suffrages s'est naturellement opéré au détriment des Indépendants que le phénomène du gaullisme a placés en porte-à-faux et du M.R.P. qui a récolté les fruits de ses hésitations, de ses décisions et de son double jeu. S'il y a une première leçon à tirer de ce scrutin, c'est bien qu'on ne compose pas avec le gaullisme. Ceux qui ont donné l'impression qu'ils étaient encore prêts de tenter à le faire, même après la rupture intervenue à l'occasion du référendum, sont les victimes les plus durement touchées. La S.F.I.O., elle aussi, perdant envi-

ron 800.000 voix, a payé de ce prix son ralliement au gaullisme en 1958 et son acceptation du régime même après son départ de la majorité gouvernementale. Les sièges gagnés au second tour par les désistements ne peuvent masquer ce recul.

Le regroupement du corps électoral de droite et d'extrême-droite autour des candidats du pouvoir personnel a eu pour effet immédiat de volatiler le « cartel des non ». A une entente d'abord envisagée entre S.F.I.O., M.R.P., Indépendants, se sont substituées les coalitions entre S.F.I.O., P.C., P.S.U. Le type de désistements que Mollet, peu avant le premier tour, avait accepté en le limitant à quelques cas exceptionnels, s'est généralisé. Et le plus remarquable c'est que, dans l'ensemble, les électeurs ont suivi ce mot d'ordre malgré la soudaineté de ce renversement d'alliances.

C'est donc bien que celui-ci correspondait à un mouvement profond du corps électoral. De Gaulle, qui s'est toujours prétendu au-dessus des partis, les gaullistes, qui ont toujours refusé de se laisser situer selon la classification politique traditionnelle, ont fait surgir une situation où la division entre droite et gauche reprend toute sa valeur. Et personne ne s'y trompe : quelque place qu'ils choisissent dans l'hémicycle de l'Assemblée, ils sont bien à droite.

Naturellement, pendant un certain temps encore, nous assisterons à de nombreuses tentatives, et pas seulement de la part des gaullistes, pour créer de nouveau la confusion, pour atténuer ce clivage, pour faire surgir un centre. La clarification amorcée par le scrutin du second tour ne sera pas immédiatement consolidée.

Nous la croyons inévitable, pourtant.

D'abord parce que ce centre, ce tiers parti, apparaîtra dès le début singulièrement faible en face de cette droite qui a refait son unité. Où trouvera-t-il ses troupes ? Et quel programme pourra-t-il proposer, après la tentative sans lendemain du cartel des non ?

Ensuite, n'en doutons pas, ni de Gaulle ni les gaullistes ne sont disposés à user de leur victoire avec modération. De Gaulle n'est temporisateur et n'accepte les compromis que quand il ne peut faire autrement et quand il lui est nécessaire de gagner du temps. Mais maintenant, fort de ses deux victoires, celle du référendum et celle des élections législatives, avec une Assemblée plus que jamais docile, il ira jusqu'au bout : toute forme et toute manifestation d'opposition seront durement combattues. Tout le monde sera contraint à un choix net : il faudra être pour ou contre son régime, pour ou contre lui, sans ambiguïté. Toute jonction intermédiaire sera très vite intenable.

Cette logique impitoyable de la lutte politique contraindra inévitablement la gauche, toute la gauche, partis et aussi organisations syndicales, à tirer les conclusions du scrutin de dimanche, tant en ce qui concerne sa tactique de regroupement qu'en ce qui concerne son programme pour le remplacement du régime gaulliste.

Mieux vaut le faire le plus tôt possible qu'attendre encore de nouvelles déceptions et de nouveaux reculs.

Comme il l'a déjà fait, depuis sa création, notre parti s'attachera à presser le rythme de ce mouvement.

Robert Verdier.

Revue de Presse

APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les quotidiens ont largement commenté les résultats. A travers leurs prises de position on peut dès à présent noter : la gauche met l'accent sur les résultats positifs de l'action unitaire.

La droite crée à nouveau son épouvantail favori : l'anticommunisme. L'ensemble (moins La Nation) s'inquiète un peu quand même.

PARIS-NORMANDIE (P.-R. Wolf) : Blanc-seing. — Quel que soit le régime auquel ce blanc-seing offert au général de Gaulle peut entraîner la France, il est urgent de redonner au centre et à la gauche leur importance.

LE PROGRES (C. Martial) : L'U.N.R. contrôle Paris et Lyon. — Il n'apparaît pas que ces deux tours de scrutin puissent modifier en quoi que ce soit le style du pouvoir. Le général de Gaulle est en droit de constater que les élections, dans l'ensemble, ont confirmé les enseignements du référendum.

LE MONDE (Sirius) : Cette guerre qu'à tous risques il a imposée, le général-président vient de la gagner. Une majorité de gaullistes et d'alliés du gaullisme s'installe au Palais-Bourbon. Pour un temps, les jeux sont faits. Il ne serait pas encore impossible de substituer aux raisons de craindre les raisons d'espérer. Mais quel énorme effort ! Quel improbable retournement !

LE FIGARO (L.-G. Robinet) : Le référendum s'est joué en trois temps. Premier temps, faible victoire ; deuxième temps, victoire accentuée ; troisième temps, victoire décisive. Ce scrutin annonce une stabilité profitable au pays ; les électeurs ont voté « oui » à la prospérité.

COMBAT (Edito) : Une assemblée fidèle. — Le pouvoir aura son opposition mais ne rencontre plus guère d'obstacles à l'exécution de sa politique. Le Sénat encore, peut-être, qui sera sans doute éliminé. Ainsi la situation devient claire : le régime a les mains libres.

L'AURORE (Robert Bony) : Leur mission est de faire les lois. — Puisse ces élus de novembre 1962 se rappeler qu'ils sont les représentants du peuple, et que représenter le peuple signifie voter librement la loi et en contrôler l'application librement.

LA NATION (Edito) : Contrairement à ce que l'on n'a cessé de dire, les députés d'une majorité réelle sont d'autant plus à l'aise pour critiquer l'œuvre du gouvernement que celui-ci n'est pas menacé dans son existence pour telle ou telle critique de détail.

LE POPULAIRE (Claude Fuzier) : Importante augmentation du nombre des élus socialistes. Suivant massivement les consignes de désistement des partis, le corps électoral freine la poussée U.N.R. du premier tour. Notre parti devient donc la principale force

d'opposition à l'Assemblée nationale. Des millions de Français et de Françaises, pour qui la gauche n'est pas un vain mot, nous soutiendront dans cette voie.

L'HUMANITE (Waldeck-Rochet) : Pour faire échec à la dictature et à l'aventure, il est donc indispensable que se développent et se réalisent largement l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques, l'unité d'action des communistes, des socialistes, de tous les républicains.

PARIS-JOUR (Bernard Lefort) : Majorité absolue aux « gaullistes ».

— L'opposition du cartel des « non » a subi une défaite, elle devra en tirer les conclusions. Les réflexions sur les résultats électoraux aboutiront-elles à favoriser des regroupements entre partis démocratiques, ou conduiront-elles les socialistes à se rapprocher des communistes ?

LIBERATION (Claude Estier) : Le barrage républicain s'est révélé efficace. — Face à une majorité prête à soutenir, au départ tout au moins, un nouveau gouvernement Pompidou, l'opposition de gauche sera beaucoup plus importante numériquement que dans l'assemblée sortante.

LE RACISME... « cette lèpre de l'âme ».

Abbé PIERRE.

Lisez et surtout... faites lire.

UN PAVÉ DANS LA MARE

par RAYMOND LIPA

Quelques opinions :

Ce livre est une expression du véritable esprit socialiste, humaniste et républicain. André PHILIP.

Ce « pavé » aidera à combattre cette pieuvre du racisme aux innombrables tentacules. Jules ISAAC.

Ce petit livre constitue un très bel essai sur le racisme ; un plaidoyer simple, courageux, vécu. Robert ESCARPIT, « Le Canard Enchaîné ».

Au terme de ce livre utile, l'auteur a le droit de revendiquer la phrase de Goethe : « J'ai lutté, j'ai donc été un homme ». Gérard ROSENTHAL, « Le Droit de Vivre ».

Ce livre est surtout une protestation contre la psychose raciste ; un écrit plein de tempérament et instructif. Arnold MANDEL, « L'Arche ».

Le volume 3,50 NF. Vente à Tribune Socialiste, 54, Bd Garibaldi, Paris-15°

TANGUY-PRIGENT (Finistère) et RAOUL BLEUSE (Alfortville)

élus au deuxième tour

DIJX de nos candidats participaient au second tour de scrutin :

Raoul Bleuse dans la 49^e circonscription de la Seine (Alfortville-Charenton) ; Guy Desson, dans la 3^e des Ardennes (Sedan) ; Pierre Dreyfus, dans la 2^e du territoire de Belfort ; Antoine Mazier, dans la 1^{re} des Côtes-du-Nord (Saint-Brieuc) ; Tanguy-Prigent, dans la 4^e du Finistère (Morlaix) et Robert Verdier, dans la 3^e de la Seine (5^e arrondissement).

Raoul Bleuse et Tanguy-Prigent ont été élus. Ainsi le P.S.U. a obtenu deux sièges (et non quatre, comme l'ont dit avec insistance plusieurs communications officielles qui ont rattaché fort arbitrairement au P.S.U. des candidats isolés, en les appelant tous « extrême-gauche », ce qui est une façon de ne pas parler du P.S.U.).

Voici le détail des résultats obtenus par nos camarades au second tour, avec les indications qui permettront d'utiles comparaisons.

Morlaix

Inscrits : 57.243. Exprimés : 44.839.
TANGUY-PRIGENT . . . 23.458 ELU
LEDUC, dép.sort., ind. 21.381
Premier tour : Tanguy-Prigent, 10.296 ; Leduc, 8.483 ; François

Prigent (MRP), 7.595 ; Penven (PC), 6.401 ; Guillou (UNR), 5.580 ; Lelouz, 1.118 ; Arnault (SFIO), 914.

La droite, UNR compris, a recueilli toutes les voix de droite ; mais Tanguy-Prigent semble avoir réveillé un certain nombre d'absentéistes du premier tour.

Alfortville - Charenton

Inscrits : 69.996. Exprimés : 49.890
Raoul BLEUSE 21.997 ELU
PEYTEL d.s., UNR . . . 21.543
GUERIN, ind. MRP . . . 6.350
Premier tour : Bleuse, 8.128 ; Peytel, 17.335 ; Foucard (PC), 13.958 ; Guérin, 9.593.

Le candidat du PC s'était désisté pour Bleuse, bien qu'ayant obtenu un plus grand nombre de voix. Les voix du PC et du PSU se sont en effet reportées intégralement sur Bleuse.

Sedan

Inscrits : 52.211. Exprimés : 38.727
Guy DESSON 19.165
Général Noiret, UNR. 19.562 ELU

Premier tour : Desson, 7.610 ; Noiret, 15.290 ; Du Souich (PC), 5.489 ; Plougères (ind.), 4.631 ; Penoy (MRP), 4.319 ; Leccia (gaulliste ?), 1.971 ; Reitz, SFIO, 1.705.

Guy Desson a obtenu 6.000 voix de plus que l'addition des suffrages des PC (qui s'était désisté) et du PSU. Il se trouve néanmoins à 397 voix de l'UNR.

Belfort

Inscrits : 35.537. Exprimés : 24.331
DREYFUS-SCHMIDT. 7.904
SCHMITTEIN, UNR. 13.719 ELU
CHEVAL, MRP 2.708

Premier tour : Dreyfus-Schmidt, 3.556 ; Schmittlein, 10.785 ; Cheval, 3.118 ; Aubert, PC, 2.848 ; Bailly, SFIO, 1.926.

SFIO et PC s'étaient désistés en faveur du PSU.

Saint-Brieuc

Inscrits : 76.332. Exprimés : 61.045
Antoine MAZIER 29.553
RICHE, UNR 31.492 ELU
Premier tour : Antoine Mazier, 15.201 ; Richet, 17.220 ; Rault

(MRP), 11.436 ; Quemper (PC), 6.699 ; Huon (« Trav. »), 3.156.

Le candidat du PC s'était désisté en faveur d'Antoine Mazier. Cependant celui-ci obtient presque pendant celui-ci plus que le total 10.000 voix de plus que le total des suffrages PC et PSU. C'est un des bonds les plus spectaculaires qui aient été réalisés d'un tour à l'autre. Mais à droite également la participation a été plus forte qu'au premier tour.

Seine 3^e circonscription (5^e arrondissement)

Inscrits : 62.218. Exprimés : 39.185 (Abstentions : 35,52 p. 100)

Robert VERDIER . . . 13.368
R. CAPITANT, UNR. . . 19.597 ELU
LE PEN, indép. 6.240

Premier tour : Robert Verdier, 4.211 ; Capitant, 16.753 ; Thoirain (PC), 7.556 ; Choffé (SFIO), 2.608 ; Le Pen, 7.092.

Le candidat du PC, bien qu'arrivé avant lui, s'était désisté en faveur de Robert Verdier. Le candidat SFIO s'était retiré en invitant à battre l'UNR et l'indépendant. Le candidat gaulliste a progressé par rapport au premier tour, enlevant des voix à Le Pen et obtenant des suffrages d'électeurs qui s'étaient abstenus au premier tour.

Les élections législatives viennent de le confirmer Le PSU est dès à présent la 2^e force de gauche de Paris

DEPUIS les manifestations de l'hiver dernier pour la paix en Algérie, les militants parisiens du P.S.U. avaient acquis la conviction que leur parti était, après le parti communiste, l'organisation de gauche la plus active dans la capitale. Qu'il s'agisse des manifestations organisées dans la rue, des collages d'affiches, des distributions de tracts, ou encore de l'influence des militants dans les syndicats, l'événement avait montré l'importance et l'efficacité du P.S.U.

Le fait que la grande presse n'ait, à l'époque, guère attaché d'intérêt à ce fait nouveau avait du reste choqué les militants ; mais cela ne changeait rien à l'affaire. Le scrutin du 18 no-

2^o) Dans les 6 circonscriptions où le P.S.U. se présentait pour la première fois, il a recueilli 6,9 % des voix en moyenne (quand il n'avait pas de S.F.I.O. contre lui) et 6,1 % en moyenne (quand il y avait un candidat molettiste). Si l'on applique ce dernier pourcentage aux 17 circonscriptions où le P.S.U. ne s'est pas présenté, on peut évaluer à quelque 34.000 les voix qu'aurait recueillies le P.S.U. s'il s'était présenté dans ces 17 circonscriptions. Ce qui aurait porté à plus de 75.000 voix (environ 7 % du total) ses suffrages dans la capitale, niveau égal ou plutôt supérieur à celui que pourrait espérer la S.F.I.O. sur l'ensemble de Paris.

Si l'on calcule le pourcentage moyen de voix par candidat présenté, on s'aperçoit déjà que l'écart P.S.U.-S.F.I.O. est infime : 7,9 % pour la S.F.I.O. dans ses 20 circonscriptions et 7,7 % pour le P.S.U. dans les 14 où il se présente ; le P.C., lui, obtient en moyenne 23,4 % des voix dans chacune des 31 circonscriptions.

Si le P.S.U. s'était présenté partout...

En réalité, ces pourcentages sont trompeurs, car ils ne tiennent pas suffisamment compte des effets de la concurrence P.S.U.-S.F.I.O.-P.C. lorsqu'elle joue. Dans 11 circonscriptions, la S.F.I.O. n'a pas eu effectivement à se mesurer au P.S.U. (qui était absent) ; dans 5 autres circonscriptions, le P.S.U. n'a pas affronté la S.F.I.O. (qui ne se présentait pas). Que se serait-il passé si le P.S.U. avait été présent partout, face à la S.F.I.O. et au P.C. (qui lui se présentait dans les 31 circonscriptions) ?

Trois éléments permettent d'avancer une réponse raisonnable ;

1^o L'exemple des 9 circonscriptions où cette compétition a eu lieu. Dans ces neuf cas, où le P.S.U. a affronté la S.F.I.O. et le P.C., il a obtenu en moyenne 8,4 % des voix, la S.F.I.O. 5,3 % et le P.C. 24,9 %. Dans ces 9 circonscriptions, le P.S.U. a devancé la S.F.I.O. de 10.728 voix, soit de plus de moitié.

Sans doute s'agissait-il, pour plusieurs, de circonscriptions où le P.S.U. est particulièrement fort (celles de Bourdet, Verdier, Martinet, notamment, où le P.S.U. obtient de 10 à 12 % des voix). Mais le plus intéressant est l'évolution des suffrages dans ces 9 circonscriptions par rapport à 1958 ; alors que le P.S.U. gagne plus de 2.900 voix, le P.C. en perd près de 2.000 et la S.F.I.O. quelque 18.000 !

En pourcentage, le P.S.U. gagne 2,2 % et la S.F.I.O. perd 3,6 %. Le P.C., bien qu'en perte de voix, améliore son pourcentage (de 3,11 %, grâce au plus grand nombre d'absentéistes).

Ces chiffres appellent une première conclusion : le P.S.U. est le seul à profiter de la confrontation répétée avec la S.F.I.O. et le P.C.

2^o) Dans les 6 circonscriptions où le P.S.U. se présentait pour la première fois, il a recueilli 6,9 % des voix en moyenne (quand il n'avait pas de S.F.I.O. contre lui) et 6,1 % en moyenne (quand il y avait un candidat molettiste). Si l'on applique ce dernier pourcentage aux 17 circonscriptions où le P.S.U. ne s'est pas présenté, on peut évaluer à quelque 34.000 les voix qu'aurait recueillies le P.S.U. s'il s'était présenté dans ces 17 circonscriptions. Ce qui aurait porté à plus de 75.000 voix (environ 7 % du total) ses suffrages dans la capitale, niveau égal ou plutôt supérieur à celui que pourrait espérer la S.F.I.O. sur l'ensemble de Paris.

3^o) Enfin, on constate que dans les circonscriptions où elle s'est présentée sans P.S.U., la S.F.I.O. a obtenu

S.F.I.O. est effective, montre qu'elle penche plutôt en notre faveur. Ensuite parce que dans les deux cas où le P.S.U. a, pour la première fois, affronté la S.F.I.O. (16^e et 20^e circonscriptions), il s'en est, au total, tiré à son avantage, obtenant dans ces deux secteurs 640 voix de plus que la S.F.I.O.

Il est donc raisonnable de penser qu'actuellement le P.S.U. a déjà dépassé à Paris la S.F.I.O. Les élections au Conseil municipal, qui auront lieu dans un peu plus d'un an, permettront sans doute de confirmer le fait.

Peut-être même l'essor du P.S.U. à Paris, aussi bien que l'organisation de plus en plus efficace du parti dans la capitale, permettront-ils de rendre plus favorable encore à nos ca-

Evolution des voix de gauche entre 1958 et 1962 (dans les 9 circonscriptions où s'affrontaient P.S.U., P.C. et S.F.I.O.)

	1958	1962
P.C.	89.716 (21,8 %)	87.724 (- 1.992) : 24,9 %
P.S.U.	25.520 (6,2 %)	29.427 (+ 3.907) : 8,4 %
S.F.I.O.	36.696 (8,9 %)	18.699 (-17.997) : 5,3 %

à peine plus de voix que le P.S.U. dans celles (5) où il n'avait pas d'adversaire S.F.I.O. : 9,3 % dans le premier cas, 7,9 % dans le second. En supposant que la S.F.I.O. maintienne ce léger avantage en cas de compétition avec le P.S.U., et cela dans les 22 circonscriptions où les deux partis n'ont pas été cette fois en concurrence, cela représenterait, pour la S.F.I.O. une avance de quelque 5.500 voix sur le P.S.U., avance largement inférieure à celle (10.728) que le P.S.U. a prise sur la S.F.I.O. dans les 9 circonscriptions où se concurrençaient déjà les deux organisations.

La S.F.I.O. est dépassée

Ce troisième raisonnement conduit, comme les précédents, à considérer l'influence électorale du P.S.U. dans la capitale comme d'ores et déjà supérieure à celle de la S.F.I.O. Or, il pécherait plutôt par pessimisme. D'abord parce que l'exemple des circonscriptions où la lutte P.S.U.-

marades le rapport actuel des forces de gauche à Paris. Le P.S.U. peut aujourd'hui compter dans la capitale sur la confiance de 75.000 à 80.000 électeurs, la S.F.I.O. sur celle de 70.000 à 75.000 et le P.C. sur celle de 230.000 à 240.000 (au cas, évidemment) où le P.S.U. se présenterait partout).

Ce bilan constitue pour nos camarades le meilleur encouragement à intensifier encore leur lutte, pour attendre rapidement le cap des 100.000 électeurs. Il confère aussi au P.S.U. de nouvelles responsabilités : en tant que principale force de gauche, à côté du Parti communiste, le P.S.U. a le devoir de prendre en charge les problèmes particuliers des masses populaires de la capitale et d'y proposer — comme a commencé à le faire Claude Bourdet au Conseil municipal — des solutions socialistes, adaptées aux exigences de l'économie moderne.

Combien de voix vaut un député P.S.U.

DANS les 104 circonscriptions où le P.S.U. présentait des candidats, au premier tour, le pourcentage moyen obtenu par rapport aux suffrages exprimés est de 8,7 p. 100.

En 1958, la coalition de l'U.F.D. qui présentait des candidats dans 90 circonscriptions avait obtenu un pourcentage de 6 p. 100.

Alors, combien de voix vaut un député du parti :

Communiste, 97.370 voix ; P.S.U., 182.000 voix ; S.F.I.O., 35.680 voix ; Radicaux et centre gauche, 33.000 voix ; U.N.R.-U.D.T., 25.540 voix ; M.R.P., 45.450 voix ; Républicains indépendants, 39.900 voix ; Centre National des Indépendants, 59.000 voix.

vembre vient de démontrer que les militants avaient vu juste : dès à présent, le P.S.U. apparaît comme la seconde organisation de gauche

Le fait peut paraître surprenant, alors que le P.S.U. a recueilli seulement 41.421 voix le 18 novembre dans Paris, contre 55.769 pour la S.F.I.O. et 255.154 pour le P.C. Mais il faut rappeler que, pour des raisons financières, le P.S.U. n'avait présenté des candidats que dans 14 circonscrip-

Pourcentages officiels obtenus par les candidats du P.S.U.

DES erreurs ont été commises dans le tableau des résultats publiés la semaine dernière dans T.S. Nous publions ci-joint les pourcentages obtenus dans les différentes circonscriptions.

Basses-Alpes (Digne) : 13,7 % ; Hautes-Alpes (Gap) : 4,3 % ; Alpes-Maritimes (Nice) : 3,4 % ; Ardennes (Charleville) : 12,8 % ; Ardennes (Sedan) : 21,9 % ; Ariège (St-Girons) : 11,8 % ; Aude (Carcassonne) : 2,6 % ; Aude (Narbonne) : 8,1 %.

Charente-Maritime (Saintes) : 6,6 % ; Charente-Maritime (Royan) : 6,3 % ; Corrèze (Brive) : 16,4 % ; Côtes-du-Nord (St-Brieuc) : 28,3 % ; Côtes-du-Nord (Loudéac) : 14,3 % ; Côtes-du-Nord (Guingamp) : 5,1 % ; Côtes-du-Nord (Lannion) : 11,3 % ; Creuse (Guéret) : 8,7 % ; Creuse (Aubusson) : 9,6 %.

Eure (Evreux) : 29,4 % ; Eure (Bernay) : 10,1 % ; Eure (Louviers) : 14,9 % ; Eure-et-Loir (Chartres) : 7,4 % ; Finistère (Quimper) : 6,1 % ; Finistère (Brest) : 3,3 % ; Finistère (Morlaix) : 25,5 % ; Gard (Beaucaire) : 18,6 % ; Gard (Alès) : 13,2 %.

Haute-Garonne (Toulouse N) : 6,2 % ; Haute-Garonne (Toulouse C) : 11,9 % ; Haute-Garonne (Toulouse S) : 6,8 % ; Haute-Garonne (Toulouse O) : 8,1 % ; Gironde (Mérignac) : 3,9 % ; Gironde (Libourne) : 3,7 %.

Ile-et-Vilaine (Rennes N) : 11,9 % ; Indre-et-Loire (Loches) : 7,9 % ; Isère (Grenoble) : 7,3 % ; Isère (Voiron) : 6,3 % ; Jura (Lons) : 6,4 %.

Loir-et-Cher (Blois) : 12,3 % ; Loire (Saint-Etienne) : 4,1 % ; Loire (St-Chamond) : 8,9 % ; Loire (Firminy) : 6,6 % ; Loire (Roanne) : 5,3 % ; Loire-Atlantique (Nantes) : 5,1 % ; Manche (Cherbourg) : 4,5 % ; Marne (Châlons) : 10,7 % ; Meurthe-et-Moselle (Nancy) : 4,1 % ; Moselle (Hayange) : 4,1 % ; Nord (Lille C) : 8,3 % ; Nord (Bourbourg) : 9,1 %.

Puy-de-Dôme (Clermont) : 4,1 % ; Puy-de-Dôme (Issoire) : 4,7 % ; Puy-de-Dôme (Riom) : 2,4 % ; Basses-Pyrénées (Pau) : 3,8 % ; Haut-Rhin (Thann) : 5,9 % ; Rhône (Oullins) : 9,4 % ; Rhône (Tarrare) : 6,1 %.

Haute-Saône (Lure) : 9,4 % ; Saône-et-Loire (Montceau) : 6 % ; Sarthe (Le Mans III) : 4,1 % ; Seine-et-Marne (Meulan) : 6,2 % ; Seine-et-Marne (Lagny) : 4,4 % ; Seine-Maritime (Rouen) : 5,1 % ; Seine-Maritime (Sotteville) : 13,7 % ; Seine-Maritime (Fécamp) : 6,8 %.

Somme (Montdidier) : 7,6 % ; Tarn-et-Garonne (Castelsarrasin) : 3,5 % ; Var (La Seyne) : 2,5 % ; Vosges (Remiremont) : 7,2 % ; Yonne (Auxerre) : 2,7 % ; Yonne (Sens) : 3,3 % ; Yonne (Belfort ville) : 16 % ; Belfort (campagne) : 9,7 %.

Seine-et-Oise

Argenteuil : 5,4 % ; Saint-Germain-en-Laye : 9 % ; Versailles-ouest : 9 % ; Versailles-nord : 9 % ; Versailles-sud : 7 % ; Meulan-Poissy : 9,1 % ; Montmorency : 7,2 % ; Villeneuve-Saint-Georges : 12,2 %.

Nous avons donné la semaine dernière les pourcentages obtenus par les candidats de la Seine.

LISEZ

JEUNESSE ACTION

+ L'organe de combat des J.S.U.

+ La tribune de la jeunesse révolutionnaire.

N° 5 Nov.-Déc. 16 pages. Vient de paraître : 0,60 NF Abn. 5 NF CCP Jean Garabau - Paris 19 528 16. 17, rue de Chaligny, Paris-12^e

Petite chronique électorale en Indre-et-Loire ou...

LES ERREURS DE CALCUL DE M. DEBRÉ

Tours, le 28 novembre (C.T.).

DANS la 3^e circonscription d'Indre-et-Loire (Loches-Amboise), Michel Debré est ce qu'il convient d'appeler un « fort en maths » :

En 1958, M. Buron (U.N.R.) avait, au deuxième tour, obtenu 31.555 voix face à son adversaire communiste qui n'en totalisait que 10.521. Mais ce même Buron, en cours de mandat, n'avait guère su plaire, notamment aux agriculteurs. Aussi, un raisonnement plein de logique s'imposait-il : Michel Debré, auréolé du prestige de la V^e République triomphante, se présentait et choisissait pour suppléant le sortant Buron. On retrouvait ainsi les voix compromises par l'impopularité de l'ancien député et, comme Debré avait bien quelques chances de redevenir ministre, Buron récupérerait son siège... Autrement dit, la locomotive tirait le wagon jusqu'à ce qu'il ait acquis une vitesse suffisante, puis le laissait rouler tout seul. Une fois de plus le problème de trains circulant à des allures différentes était résolu.

C'était donc assuré du succès que Debré entreprit sa campagne. L'écologiste sage montait sur les estrades et d'un ton monotone exposait les bienfaits du gaullisme devant plusieurs rangs d'un public approbateur com-

posé de citoyens anormalement corpulents et musclés que nul ne songeait à comparer à des « gorilles »...

Pourtant, lorsque se levaient des contradicteurs paysans ou P.S.U. (et cela arrivait à chaque fois que l'élève studieux prenait la parole), les mines des auditeurs attentifs se faisaient patibulaires, voire menaçantes, et Debré lui-même devait bien souvent calmer ceux qui s'avéraient alors être ses compagnons turbulents.

Néanmoins, au fur et à mesure qu'approchait le jour du scrutin, les opposants se montraient plus pressants et le candidat ainsi que ses amis devenaient de plus en plus agressifs.

Toujours est-il que le soir du 18 novembre apportant au problème une solution provisoire démontrait que mathématiques et politique ne sont pas nécessairement synonymes puisque notre bon élève se trouvait en ballottage. Immédiatement, le candidat P.S.U., qui avait recueilli 8 p. 100 des suffrages, et la candidate communiste appelaient leurs électeurs à reporter leurs voix sur le radical Berthouin, mieux placé.

Alors, rien ne fut ménagé par Michel Debré pour que sa solution du problème réussisse à cadrer avec la réalité. Bien entendu, nul n'ajoutera

foi à ces bruits malveillants prétendant que des pressions quasi officielles furent exercées sur M. Berthouin pour l'inciter à se retirer. En effet, les amis de M. Debré se contentèrent d'affirmer très honnêtement que le candidat radical était partisan de « l'établissement de kolchozes... de la livraison obligatoire de toute la production à l'Etat aux prix imposés par l'Etat, de l'extermination des agriculteurs récalcitrants... » Bref, des amis sérieux. D'ailleurs, ne vit-on pas quelques-uns de ces sbires parfaitement ivres dans un café de Loches où ils créèrent un certain scandale ?

On dut alors se rendre à l'évidence : le « fort en maths » s'était fait chef d'une bande de voyous. Comme la population tourangelle n'apprécie guère les « blousons noirs », le jeune Debré ne put la convaincre que voter pour lui c'était « voter utile ». Aussi, les Tourangeaux, avec une ingratitude que ne manqua pas de stigmatiser le Baron Frey de Charonne, élirent le candidat unique de la Gauche et renvoyèrent notre écolier en pénitence.

Si l'arithmétique sortait quelque peu malmenée de la bataille, la morale du moins était-elle sauvée.

A. F.

Un livre de Gilles MARTINET

LE MARXISME DE NOTRE TEMPS

LE marxisme de notre temps : ou encore quelles sont les conditions du socialisme dans la France d'aujourd'hui, et plus généralement dans l'Europe de l'Ouest ? La réflexion de Gilles Martinet tire sa raison d'être, sa nécessité, son urgence, d'une constatation toute simple : c'est que les deux partis traditionnels du mouvement ouvrier français n'ont jamais répondu à la question. Bien sûr, leur raison sociale continue à être l'installation du socialisme. Mais il s'agit d'une sorte de finalité quasi religieuse, et jamais d'une stratégie concrète.

Historiquement, la seule stratégie d'expansion du mouvement socialiste français a été celle du Front populaire — à l'intérieur duquel la S.F.I.O. n'était d'ailleurs pas socialement la plus timide — mais cette alliance tactique conduisit à la fois à d'importants aménagements de la société capitaliste et à l'échec spectaculaire d'une transformation sociale. La S.F.I.O. en tira, avec Léon Blum, une distinction entre l'exercice et la conquête du pouvoir, distinction qui rejetait cette conquête dans l'indéterminé. Quant au P.C., il n'a cessé d'avoir dans la vie politique et culturelle française des opinions sur tout, sauf sur l'essentiel ; on sait ce que les communistes pensent du dernier prix Goncourt ou d'un portrait de Picasso, mais on ignore ce

qu'ils préconisent pour transformer durablement la société française.

C'est de cette double impuissance que Martinet veut sortir en critiquant l'héritage du passé, au nom d'un marxisme rendu à sa vertu critique. Mais d'abord et surtout l'héritage essentiel, celui de l'expérience capitale du mouvement ouvrier européen, celui de 1917, le léninisme. L'expérience soviétique a, en effet, disjoint pour l'opinion d'aujourd'hui, c'est-à-dire non seulement dans la bourgeoisie possédante, mais dans les masses populaires, les deux notions de démocratie et de socialisme. Bien sûr, la période stalinienne a particulièrement illustré cette contradiction que Marx n'avait pas imaginée, par la généralisation d'une politique terroriste. Mais la contradiction existe déjà dans le léninisme, dès ces années où Lénine passe progressivement de la mythologie égalitariste de « l'Etat et la révolution » à la pratique réelle de la dictature du parti unique et de la contrainte policière.

Marketing a raison de montrer qu'en ce milieu du XX^e siècle, le mouvement ouvrier français n'a rien à gagner à reprendre ces vieilles analyses. Il décrit les données nouvelles de la société capitaliste contemporaine, née de ce qu'il appelle « la troisième révolution industrielle » : rôle croissant du capitalisme d'Etat, dépla-

cement des responsabilités les plus importantes vers une technocratie incontrôlée, décadence de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme traditionnel, autant de traits que l'installation de la V^e République a mis en lumière dans la France d'aujourd'hui. Ils ne permettent donc pas d'envisager un passage quasi automatique du capitalisme au socialisme, et de renforcer le vieux réformisme. Mais ils doivent rendre à la gauche socialiste le sens de l'évolution : la prédominance des intérêts du travailleur salarié doit s'exercer, d'une part, à travers la prise en charge par la collectivité des grands intérêts économiques, de l'autre, par la compétition de plusieurs partis permettant au peuple le choix entre les grandes options économiques et politiques. Car le socialisme n'exclut pas, mais au contraire suppose le jeu des contradictions des groupes sociaux à l'intérieur du régime nouveau.

Tels sont bien les vrais problèmes du mouvement socialiste en France. Et le marxisme reste, plus que jamais l'outil intellectuel le plus adapté à les résoudre, condition qu'on cesse d'accorder une valeur universelle et comme magique aux données particulières de la révolution soviétique de 1917. A condition aussi qu'on ne cherche pas à dépasser les difficultés réelles du mouvement ouvrier français

par une « fuite en avant » vers ceux du Tiers Monde. A ceux-ci, Martinet consacre un chapitre très lucide qui analyse toutes les difficultés auxquelles se heurte la révolution dans les pays ex-colonisés, et notamment en Algérie. Au reste, la situation actuelle de l'Algérie montre assez à quel point l'idéalisation de la révolution algérienne dans un petit secteur de la gauche française relevait davantage du transfert psychologique que de l'analyse sérieuse.

En réalité, les problèmes du socialisme en France sont beaucoup plus comparables à ceux qui se posent au mouvement ouvrier de l'Europe capitaliste et que celui-ci doit aborder désormais, autant qu'il est possible, dans l'unité, en face de l'union des capitalistes que réalise la petite Europe. Car il n'est pas réaliste, comme le souligne Martinet, que le mouvement ouvrier s'enferme dans un nationalisme rétrograde à l'heure même où les forces traditionnelles de la droite dépassent le cadre national.

On reconnaîtra dans ces idées les éléments d'une plate - forme idéologique nouvelle, que Martinet cherche inlassablement à définir depuis longtemps, à travers ses articles et son rôle à l'intérieur de notre parti. La discussion est ouverte, et devrait être féconde.

A. Delcroix.

SIX PERSONNES autour d'une table :

LES élections législatives sont maintenant terminées ; cette campagne a été pour notre parti l'occasion d'une propagande que nous aurions voulue plus intense, mais qui a été limitée par nos moyens restreints. Nous n'avons présenté que 102 candidats pour 482 sièges à pourvoir. Mais rappelons ici que le total des voix qui, au premier tour, se sont portées sur nos candidats, c'est-à-dire pour le P.S.U., s'élève à 405.000. On sait qu'au premier tour on choisit et qu'au second tour on élimine ; c'est donc principalement ces 405.000 voix qui nous intéressent. Grâce à elles, la presse a dû reconnaître l'existence du P.S.U. Grâce à elles, les autres partis ont compris qu'ils devraient, de bon gré ou non, compter avec le P.S.U.

L'atmosphère de la campagne électorale, les difficultés rencontrées, l'espoir qu'elles suscitent, sont les questions que nous posons aux camarades réunis autour d'une table : Marcel Debarge, J.-P. Biondi, Jean Verlhac, Louis Houdeville et Robert Verdier. Certains de ceux-ci furent candidats à Paris, d'autres en province. Bertrand Renaudot mène le débat.

Bertrand RENAUDOT : Vous avez tous participé à des titres différents à la campagne électorale, soit en province, soit à Paris, soit dans la banlieue parisienne. Pouvez-vous tout d'abord nous donner vos impressions d'ensemble ?

J.-P. BIONDI : J'ai été candidat dans l'un des départements les plus réactionnaires de France, dans la 5^e circonscription de la Manche, à Cherbourg.

Cette circonscription se caractérise par deux faits : la moitié rurale avec la région de La Hague et du Val d'Enfer, l'autre moitié, industrielle, avec la région cherbourgeoise.

Et je dois dire que cela se sent quand on fait une campagne électorale, car autant les réunions dans la région industrielle ont été dans l'ensemble suivies, autant elles ne l'ont pas été dans les régions rurales. L'impression que je retire de tout cela, c'est que les réunions publiques ne déplacent pas beaucoup de voix dans les villes. Les auditeurs, c'étaient, pour la plupart, des gens déjà déterminés ou à moitié déterminés, des convaincus en grande partie.

Donc nous n'avions pas beaucoup de voix à gagner. Dans les campagnes, je vous l'ai dit, il n'y avait pas grand monde et on arrive à cette conclusion : si les gens ne viennent pas aux réunions électorales, à la campagne, c'est qu'ils se font une opinion ailleurs. Et où se font-ils cette opinion ? Chez eux, en regardant la T.V. C'est tout à fait vraisemblable puisqu'on m'a cité le cas d'une vieille femme qui, quand de Gaulle parle à la T.V., tombe à genoux et se met à prier car vraiment c'est ainsi que se passe la campagne électorale dans les campagnes.

Notre adversaire principal, qui était un candidat soi-disant apolitique mais en réalité gaulliste, faisait ses réunions dans la salle paroissiale alors que nous, nous étions obligés de les faire naturellement à la mairie. Autre constatation que j'ai faite, c'est qu'il y avait une inégalité dans la lutte, dans ce sens que nous ne pouvions pas toucher la masse apolitique ou dépolitisée, alors que de Gaulle, en entrant dans chaque foyer par le canal de la T.V., pouvait le faire, et puis inégalité aussi dans la campagne elle-même.

C'est ainsi que nous n'avons pu bénéficier dans toute cette campagne que des prescriptions réglementaires des deux affiches « colombier » et de la circulaire qui est autorisée pour tous les candidats, alors que les autres candidats, que ce soit la S.F.I.O., le P.C. ou les gaullistes, ont bénéficié, en plus, de publications que leurs moyens leur permettaient.

Robert VERDIER : J'ai fait la campagne électorale dans des conditions évidemment tout à fait différentes de celles de J.-P. Biondi puisque j'étais candidat dans un arrondissement de Paris, le 5^e. Mais sur beaucoup de points, j'arrive à des conclusions très proches des siennes.

J.-P. Biondi a dit que les réunions publiques ne déplacent plus de monde et ne changeaient rien aux suffrages. Je crois que c'est vrai, mais à mon avis ce n'est pas seulement la réunion publique qui n'attire pas les suffrages en cours de campagne ; je crois que c'est la campagne elle-même qui change très peu les suffrages. L'opinion

est orientée par d'autres moyens traditionnels de propagande. S'il est vrai que les réunions publiques ont été peu suivies dans ma circonscription, pas seulement les miennes mais celles de tous les candidats. Il est vrai aussi qu'avec mes camarades nous avons fait une campagne extrêmement active.

Déjà, dès le premier tour, rien qu'avec les militants de la 5^e section du P.S.U., nous avons vraiment eu de très grands concours, beaucoup de dévouement : nous avons fait de nombreux envois à domicile ; et bien entendu campagne encore plus active pour le second tour parce que j'ai eu l'appui de nombreux camarades de l'ensemble de la fédération de Paris ; je peux dire que nous n'avons manqué ni de publications ni d'affiches.

Eh bien, ma conviction est que cet effort immense, qui garde bien entendu sa valeur de propagande pour le parti et pour l'avenir, n'a pas d'effet immédiat pour une campagne électorale ; il ne déplace probablement pas beaucoup de suffrages.

Je pense qu'en effet les gens se déterminent avant la campagne et non pas tellement pour les partis plus riches que le nôtre, encore que cet avantage continue à compter, mais beaucoup plus pour le parti qui détient actuellement les moyens qui sont aux mains du pouvoir, puisque nous sommes loin d'avoir, en ce qui concerne la radio et la T.V., un statut comparable à celui de la B.B.C.

Cela c'est une des premières conclusions que je tire de cette campagne électorale. Je pense qu'en ce qui concerne les aspects plus directement politiques nous y reviendrons, mais il vaudrait mieux que d'autres camarades disent tout de suite ce qu'ils pensent de cet aspect des choses.

Marcel DEBARGE : Moi, j'ai fait ma campagne dans une circonscription de la banlieue qui, traditionnellement, est à gauche, si on considère l'ensemble des partis : P.S.U., P.C., S.F.I.O. Il y a eu, en ce qui concerne le travail électoral fait par notre parti, par les sections qui appartiennent à cette circonscription, qui sont encore des sections faibles, un travail considérable d'affichage, le porte à porte pour les distributions de journaux, l'édition spéciale de la Tribune Socialiste par exemple. Mais il est un fait évident, comme Verdier l'a dit, comme Biondi l'a dit également, qu'il n'y a pas de miracle en la matière ; qu'il fallait, qu'il faut, un travail d'implantation préalable pour arriver à un résultat. On n'obtient pas des résultats immédiatement par la pose d'une affiche, mais par un travail d'implantation préalable qui pose un certain nombre de problèmes en ce qui concerne une adaptation, un style nouveau pour un parti politique de gauche.

Il est à remarquer que dans la circonscription électorale où j'ai fait ma campagne, bien que la S.F.I.O. se soit retirée et ait publié le communiqué de sa fédération de la Seine invitant à faire barrage au candidat du pouvoir personnel, bien que le P.S.U. ait invité à voter pour le candidat de gauche le mieux placé, bien que le total des voix P.S.U., S.F.I.O., P.C. faisait approximativement 30 à 32.000 contre le total des voix U.N.R. et poujadiste, le candidat U.N.R.

n'a réuni que 24 à 25.000 voix. Néanmoins, c'est le candidat U.N.R. qui est passé. C'est un fait évident, c'est un fait marquant que l'électorat S.F.I.O. n'a pas suivi les consignes de la S.F.I.O., consignes sans beaucoup de force d'ailleurs, et qu'une partie de cet électorat a voté probablement U.N.R. au deuxième tour, ce qui a permis à un U.N.R. de se trouver élu bien que l'analyse faite par différentes personnalités politiques qui ne sont pas de notre bord donnaient ce candidat battu.

Louis HOUDEVILLE : Ayant fait un certain nombre de réunions pour le compte de différents candidats P.S.U. de la région parisienne, c'est un peu à une sorte de critique de ces réunions que je voudrais me livrer.

Le premier élément qui a déjà été relevé, c'est que les réunions ont été dans l'ensemble assez peu suivies. Mais je crois que cela provient dans une certaine mesure du style donné à ces réunions où l'on a voulu présenter tous les aspects du programme du P.S.U., toutes les réponses aux différents problèmes, ce qui conduit en définitive à effleurer et non à expliquer les dits problèmes. Par ailleurs, il n'y a pas eu suffisamment de réunions spécialisées, insuffisance de réunions destinées à des militants syndicalistes, à des milieux sociaux précis, lesquels sont, en définitive, les milieux qui, dans leurs quartiers, sur les lieux du travail, ont une influence déterminante.

Il y a aussi le problème des thèmes qui ont été abordés. Ce qui m'a frappé, par exemple, chez certains adversaires, notamment à l'U.N.R., c'est la simplicité des slogans et la simplicité des proclamations de foi. Trop souvent nous avons fait des textes longs, confus et, en définitive, assez illisibles pour l'électeur moyen. Les problèmes immédiats n'ont pas été abordés ; et on n'a pas parlé, par exemple, du problème du stationnement ou des autoroutes et pour les 2 millions d'automobilistes parisiens, c'est un problème essentiel.

On n'a pas non plus suffisamment mis en cause le régime gaulliste, la propagande n'a pas été suffisamment personnalisée ; il fallait, je crois, davantage mettre l'accent sur les 3.000 milliards du Fonds routier dilapidés, sur l'opération qui consiste à faire financer la Sécurité sociale agricole par le régime général, etc. Sur tout cela nous n'avons pas suffisamment insisté, à mon sens.

R. VERDIER : Je m'excuse de reprendre la parole tout de suite, je ne suis pas tout à fait d'accord avec Louis Houdeville, ou plus exactement je m'étonne qu'il éprouve quelque surprise devant le fait que les thèmes de la droite, et en particulier du gaullisme, étaient infiniment plus simples et plus accessibles. Il en a toujours été ainsi en France ; la droite fait appel à quelques sentiments très élémentaires et nous, probablement par notre nature et le caractère même de ce que nous voulons faire, nous sommes obligés de raisonner, d'expliquer. Evidemment, on a peu de temps pour le faire dans les réunions publiques, peu de place pour le faire sur une profession de foi.

Voyez le Bloc National après guerre, ou, plus tard, Poujade avec son slogan « Sortez les sortants ! ». Cette fois, c'était de Gaulle, c'était la stabilité, c'était : « Voulez-vous retomber dans le chaos ? », etc. Jamais, au grand jamais, un parti de gauche, et surtout un parti socialiste, ne pourra se conten-

ter d'une propagande aussi simpliste.

J.-P. BIONDI : Je voudrais quand même protester un peu quand Houdeville dit que l'on n'a pas assez personnalisé la campagne et que, notamment, on n'a pas assez attaqué de Gaulle. J'ai toujours commencé mes réunions en disant : « Vous avez devant vous un antigauliste inconditionnel ». Mais il est évident que la droite use toujours de simplifications pour arriver à gagner. Il est certain que moi, si j'avais voulu absolument être député de la Manche, il aurait suffi que je dise : « Je suis gaulliste et je suis pour la bouillotte » et, avec ces deux thèmes-là, n'importe qui, un âne avec un bonnet U.N.R., pourrait être élu député de la Manche, avec la bouillotte et le général de Gaulle. (La bouillotte, c'est les bouilleurs de cru, la défense de la franchise des bouilleurs de cru.)

Marcel DEBARGE : Moi, je pense également que dans la propagande électorale, il faut traiter un certain nombre de sujets importants, mais il ne faut pas non plus tomber dans le travers qui consisterait à traiter de la pose ou non de la vespasienne du coin de la rue. Je pense qu'il y a une différence entre ce problème et celui du Fonds national routier. Je pense également que se limiter à ce niveau-là, c'est quand même dangereux.

Je crois aussi que dans ce domaine-là, les autres partis de gauche, et en particulier le P.C., il faut quand même le relever, à tenté, dans toute sa propagande, de faire apparaître le P.S.U. comme un parti de division, c'est-à-dire qu'on a assisté assez souvent à des ententes souterraines. Il y a eu certainement un certain nombre d'accords entre le P.C. et la S.F.I.O., dans lesquels nous sommes passés en dessous la table.

B. RENAUDOT : Je voudrais dire quand même, parce qu'il faut absolument que ce soit connu, que malgré les insuffisances de nos moyens, et malgré les défauts de la propagande, soulignés un peu à tort, un peu excessivement par Houdeville, par exemple dans la région parisienne nous avons remporté un nombre de voix appréciable et, ce qui est beaucoup mieux, bien qu'il y ait peu de gens qui aient suivi nos réunions, la Fédération de Paris a tout de même enregistré un certain nombre d'adhésions encourageantes. En tout cas, cela prouve que la propagande se fait même au travers de réunions assez peu suivies.

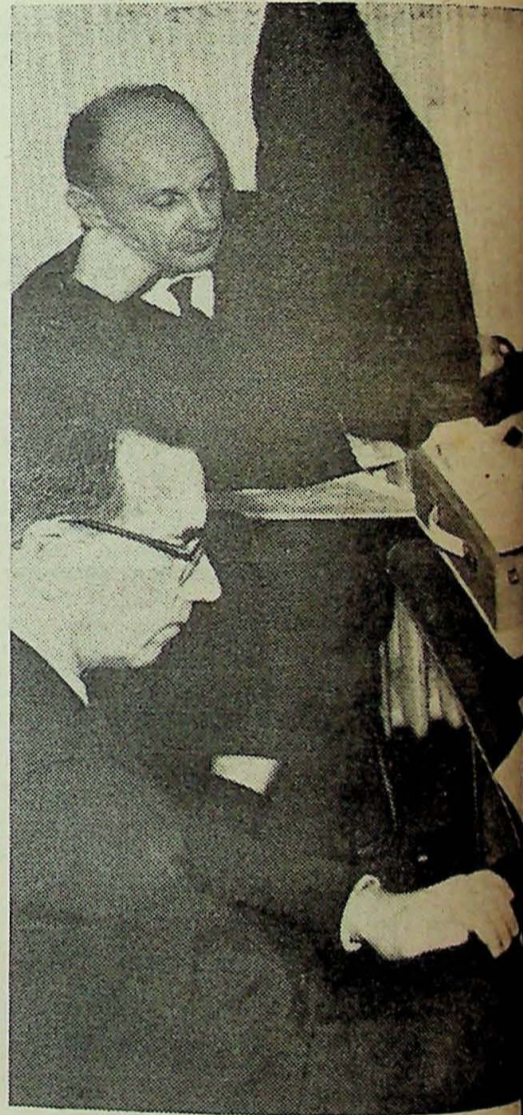
M. DEBARGE : Oui, je crois qu'il y a un style de propagande qu'il faudra adapter suivant les circonscriptions. Il est un fait évident que si on prend Paris, le style de propagande pour Paris est une chose qui ne convient pas du tout à la banlieue ; cette banlieue qui prend souvent des allures de banlieue-dortoir, a peut-être plus de traits communs avec la province qu'avec Paris, à certains égards.

Incontestablement, pour avoir une dynamique de la propagande, il faudra que cette propagande revête des aspects assez souples qui seront différenciés suivant le milieu dans lequel on se trouve. Je pense que c'est une des premières conclusions importantes qu'on peut tirer de la campagne électorale proprement dite.

Jean VERLHAC : Je n'ai pas fait personnellement campagne, mais j'ai assumé des tâches de coordination. Il me semble bien aussi qu'en province les réunions électorales conservent plus

PREPARER LES FORCES DE

Première de vue sur



LES ELECTIONS : Réunis autour d'une

d'importance que dans la région parisienne, mais il faut reconnaître que leur rôle devient de plus en plus faible. J'ai été frappé en particulier par une réunion à laquelle j'ai participé à Loches, dans un secteur où notre candidat a obtenu 8 pour cent des voix, et où il s'est ensuite désisté pour un candidat radical qui vient de battre Debré. Dans un secteur où nous n'avions pour le moment que deux sections dans les villes d'Amboise et de Loches, secteur essentiellement rural, nous avons, là, marqué un point, et les réunions que nous avons faites à Loches ont été particulièrement bonnes. J'ai été frappé par la manière dont notre candidat a su présenter le programme du parti, d'une manière claire et vivante qui a visiblement intéressé l'auditoire et qui a suscité des questions d'un intérêt réel.

HOUDEVILLE : Ce que j'ai voulu surtout souligner, c'est que l'on a une tendance à partir de problèmes généraux pour déboucher sur des problèmes concrets. A mon sens, il faut partir de ces problèmes concrets pour déboucher sur les problèmes généraux. La planification, ce n'est pas un ensemble de

principes, elle sur le plan c'est ce qu'il faut plier dans les problèmes, et l'intervention

M. DEBARGE : pour dire que la campagne électorale, le parti à l'échelle nationale ne se fait pas, à l'échelle nationale, mais qu'elle se fait dans les secteurs où elle est la plus efficace.

R. VERDIER : le sujet qui par nous tous à un autre est de déclarer que les sommes allouées dans le monopole, dans la région fait probablement aussi. Ceci dit, je ne vois pas un aspect de la campagne électorale

REGROUPEMENT DES

GAUCHE

Conclusion d'un échange la campagne électorale



(Elie Kagan.)

me table et d'un magnétophone, nos six camarades exposent leurs idées

commence d'abord l'entreprise, et tout d'abord ex- réuni- ons, et pour tous les est la raison de que j'ai faite.

E: Simplement, la propagande d'un d'un départe- lui de la Seine, seulement, je pen- de la circons- orale intéressée, it se faire égale- du travail. Il ort qui n'a pas ent fait, selon

: Je reviens sur ent d'être abordé avant de passer Moi aussi je t que pour ce qui uillisme, nous y aussi fort que pos- circonscription et e n'est pas un utres candidats parisienne l'ont ent, en province

voudrais signaler culier de la cam- le dans ma cir-

conscription, car je crois qu'elle a une valeur plus générale et qu'elle mérite qu'on s'y arrête. J'avais un privilège : le gaulliste que j'avais en face de moi était ce qu'on appelle, en langage courant, un « gaulliste de gauche », il était U.D.T. : M. Capitant. Et je peux dire qu'au cours de sa campagne (nous l'avons vu notamment le jour où nous sommes allés lui porter la contradiction), il a mis très fortement l'accent sur son éti- quette et a tout fait pour se donner le visage d'un homme de gauche. Or, deux constatations doivent être faites :

— Ce badigeon d'homme de gauche n'a absolument pas effrayé les électeurs de droite. M. Capitant a recueilli dans cette circonscription des voix de la droite et il faut bien dire que c'est lui qui a pris une bonne partie des voix de Le Pen. Même au second tour, cela signifie, avec l'échec de tous les gens comme Le Pen, tous les attardés « Algérie Française », que d'instinct, pour les gens de droite, l'affaire d'Algérie était terminée ; la page était tournée. La guerre a servi à mettre de Gaulle au pouvoir ; maintenant on s'occupe de consolider le régime, un point c'est tout. M. Capitant, après le premier

tour, a fait une campagne dans le plus pur style réactionnaire ; il n'a trouvé rien de mieux à dire que de me présenter comme le candidat du parti communiste, parce que le parti communiste s'était désisté pour moi, et il a fait afficher en dernière heure un placard rédigé de la manière suivante : « Verdier et Le Pen, deux complices des communistes par haine de de Gaulle ».

Ce gaulliste de gauche a donc retrouvé, pour le second tour, le vieil épouvantail traditionnel : les événements ultérieurs montreront d'ailleurs que l'U.D.T. va disparaître, absorbée par cette grande masse de l'U.N.R. Dans quelque temps on ne parlera même plus des gaullistes de gauche, je ne sais même pas s'ils laisseront un souvenir dans les manuels d'histoire.

B. RENAUDOT : Quelles conclusions pouvons-nous tirer de cette campagne électorale ?

J.-P. BIONDI : Ce que Verdier nous avait signalé tout à l'heure à propos de Paris, je l'ai particulièrement ressenti pour la Manche ; il n'y a plus d'équivoque possible, le gaullisme, c'est maintenant la droite, et ça n'est que la droite. Je voudrais aussi signaler un

certain manque d'autorité que j'ai remarqué chez les directions syndicales en matière électorale. C'est ainsi qu'à Cherbourg il y a deux grands syndicats : F.O. n'existe pas ; l'Arsenal qui est la principale entreprise de la ville est divisée en deux syndicats : la C.G.T. qui est en grande partie aux mains du P.C. et la C.F.T.C., dont la direction est très proche du P.S.U.

Les contacts que j'ai eus encore deux jours avant le scrutin avec les dirigeants de la C.F.T.C. locale ne m'ont laissé aucun doute : la direction locale de la C.F.T.C. a invité ses adhérents à voter P.S.U. Or, la base des adhérents C.F.T.C. n'a pas voté P.S.U., elle a voté gaulliste. Donc, on peut dire dans une certaine mesure, que la direction de la C.F.T.C. n'a pas été suivie, à Cherbourg. Elle est à gauche de sa base. Ceci dit, je voudrais signaler que sur le plan des agriculteurs dans la Manche, il y a 5 députés U.N.R. élus au premier tour.

Le Cercle National des Jeunes Agriculteurs et les organisations agricoles en général ont été réellement les fourriers du gaullisme dans la Manche. C'est dire que dans la Manche le C.N.J.A. est gaulliste. Pas de doute là-dessus. Je voudrais dire également que j'ai été étonné par l'effondrement de la S.F.I.O. dans la région cherbourgeoise.

René Schmitt avait fait sa campagne en 1958 en disant : « Votez Schmitt c'est voter de Gaulle ! ». Cette fois, il a fait sa campagne tout à fait dans le sens inverse ; du coup il y eu de tous côtés une hostilité contre la S.F.I.O. qu'on traitait de « girouette ». Or, je me suis aperçu que si beaucoup de gens, en particulier dans la classe ouvrière cherbourgeoise, ont voté pour le candidat gaulliste, ce n'est pas tellement comme les villageois et les paysans parce qu'ils succombaient au mythe de Gaulle, mais c'est par hostilité à la S.F.I.O. qui était la seule rivale sérieuse du gaulliste, par hostilité à la S.F.I.O. et au cartel des « non ». Voilà les conclusions politiques que je peux tirer de cette campagne.

Jean VERLHAC : Je voudrais faire une remarque à propos de Cherbourg, car Biondi nous disait tout à l'heure que le succès U.N.R. était un succès uniquement de droite. Ce n'est pas un cas particulier si nous considérons en effet le pourcentage national. On a pu constater que la gauche, au sens très large, c'est-à-dire en incluant le centre gauche y compris un certain nombre de radicaux, dont nous ne sommes pas du tout sûrs qu'ils soient de gauche, a à peu près le même pourcentage, 44 %, qu'en 1958, avec un nombre d'électeurs beaucoup moins élevé à cause des abstentions, et que par conséquent l'ensemble des voix de gauche a été en réalité en 1962 moins important d'un million à peu près par rapport à 1958.

On est donc amené à considérer que le succès de l'U.N.R. est non seulement, bien entendu, pour l'essentiel une redistribution de la droite et la liquidation, d'une grande partie des indépendants et à la diminution du M.R.P., mais que l'U.N.R. a mordu dans un grand nombre d'endroits sur les électeurs S.F.I.O. et sur les électeurs radicaux.

M. DEBARGE : Je crois que le succès électoral de l'U.N.R., a été la substitution, de l'U.N.R. au Centre National des Indépendants, mais également l'U.N.R. a mordu sur un certain nombre de couches nouvelles, cela est incontestable.

— Je pense maintenant qu'il faut faire attention à la tactique que va adopter l'U.N.R. ; l'U.N.R. sait très bien qu'elle tient pour l'instant à ce que de Gaulle existe, mais qu'il n'existera pas toujours ; l'U.N.R. va essayer de faire un très gros travail d'implantation et cela va peut-être être là une possibilité pour nous de jouer, parce que je ne pense pas que cette implantation, elle puisse la faire avec le même style partout.

D'autre part nous allons assister à une entreprise de séduction du pouvoir dans les jours qui vont suivre à l'adresse des organisations syndicales, plus particulièrement à l'adresse de la C.F.T.C. et F.O., comme de certaines forces syndicalistes agricoles.

Le P.S.U. doit continuer le dialogue avec ces organisations syndicales ; non seulement dans la perspective d'un accord, mais dans la perspective d'une contestation, parce qu'incontestablement on peut estimer que le mouvement syndical n'est pas descendu suffisamment dans l'arène ; le mouvement syndical se trouve privé d'un certain nombre de perspectives de luttes revendicatives, valables dans l'immédiat. Je pense que c'est un fait très important, et que si le mouvement syndical ne nous a donné comme perspective que des luttes de harcèlement, il n'arrivera pas à cette mobilisation des travailleurs et ça va peser très lourd dans la balance.

Robert VERDIER : Je voudrais revenir à ce qu'a dit tout à l'heure J.-P. Biondi. Je fais des constatations du même ordre à partir de la campagne électorale que j'ai menée dans le 5^e arrondissement et en particulier, de la campagne du deuxième tour. Le candidat communiste s'était désisté pour moi, bien qu'il fut arrivé avant moi au premier tour, c'est d'ailleurs ce qui s'est passé également, on le sait, à Alfortville, où notre camarade Raoul Bleuse a été élu. Ce qui m'a frappé, c'est le fait que le candidat du P.C. s'était désisté pour moi, la S.F.I.O. ayant retiré son candidat en indiquant qu'il fallait battre à la fois Le Pen et Capitant, tout cela n'a pas créé un courant, un élan qui aurait peut-être permis de remporter la victoire dans cette circonscription, surtout en raison de la division de la droite par le maintien de la candidature de Le Pen.

Pourquoi ? Eh bien, je crois que cela tient essentiellement à ce qu'une très grande partie de l'électorat de gauche est encore fortement traumatisée, et surtout sans doute, comme l'a dit Biondi, une partie de l'électorat S.F.I.O.

Ce n'est pas étonnant ; on ne peut pas changer aussi souvent de politique que l'a fait ce parti sans déconcerter un peu l'électeur. Etre gaulliste il y a deux ou trois ans, être antigauilliste maintenant, anticommuniste il y a quatre semaines et puis tout d'un coup donner le coup de barre dans le sens « front populaire », cela déconcerte l'électeur.

J'indique que d'un point de vue beaucoup plus général, cela annonce des difficultés pour le développement de notre parti ; c'est presque une gageure d'avoir créé ce parti au moment où l'idée même de parti en général est très discréditée, et où la gauche se trouve dans le creux de la vague.

J. VERLHAC : Les remarques faites par Biondi au sujet des éléments syndicalistes et des éléments du jeune syndicalisme paysan méritent aussi de retenir l'attention ; car, à des degrés divers, je crois qu'on peut faire des constatations un peu identiques dans un grand nombre de départements.

On peut constater qu'un certain nombre d'éléments des jeunes agriculteurs qui, en fait se sont présentés sous l'étiquette du M.R.P., n'ont pas recueilli le succès que le M.R.P. escomptait parce qu'une grande partie de la clientèle possible de leurs électeurs s'est portée sur l'U.N.R., à cause du vote « non » du M.R.P. qui est sans doute la cause principale de l'échec électoral de ce parti.

Comment peut-on expliquer cela ? Il me semble d'abord que la nature même du scrutin d'arrondissement est telle que la masse des électeurs, y compris dans ces milieux jeunes, et dans ces milieux de jeunes paysans syndicalistes, se détermine en fonction des deux ou trois grandes options qu'on lui propose. Il faut reconnaître que toute cette campagne électorale, comme on l'a dit tout à l'heure, s'est faite sous le signe de l'opposition entre de Gaulle et les dirigeants de la V^e République, donc l'U.N.R., d'une part, et d'autre part le cartel des « non ».

L. HOUEVILLE : Je crois qu'il y a un problème de tactique électorale qu'il faut aborder, c'est que l'application du principe de se compter au premier tour aboutit avec le scrutin d'arrondissement, à faire triompher l'adversaire.

L'exemple le plus typique est l'exemple de notre camarade Mendès-France qui, si le Front socialiste avait été réalisé, aurait été élu au premier tour.

R. VERDIER : Je voudrais maintenant, sans me livrer au jeu des pronostics, essayer de réfléchir un peu à ce qui va se passer dans un proche avenir. Je crois que nous allons connaître, pendant un certain temps, une période de calme, de calme dangereux, de calme trompeur.

Le Parlement sera plus que jamais réduit au rôle de figurant, cela va de soi, puisqu'il va être dominé par une majorité absolue de députés appartenant à l'association Malraux.

Il est bien certain que si le Gouvernement et le général de Gaulle procèdent à un certain nombre de réformes de caractère institutionnel, ils le feront à leur manière c'est-à-dire par morceaux, de sorte que l'opinion publique n'en verra pas l'importance ni le danger et qu'il sera très difficile aux partis, quels qu'ils soient, de réveiller l'opinion publique à partir de ces problèmes. Alors restent les luttes économiques ; cela dépend évidemment de la situation économique d'ensemble, et je redoute que pendant un certain temps il n'y ait que des luttes par secteurs très limités et pas du tout de grands mouvements sociaux, qui pourraient être coordonnés et qui pourraient avoir un aboutissement politique.

Donc, je crois que pour toutes ces raisons, il y aura une période de calme, et il faudrait que nous la mettions à profit pour tirer les conclusions de cette élection électorale.

J.-P. BIONDI : Comme dit R. Verdier, il y aura maintenant une période de calme qui sera suivie par l'application du plan gaulliste. Il ne faut pas oublier qu'il y a un an de Gaulle disait : « Il faut en finir avec le petit jeu représentatif et syndical ». Je pense donc qu'après une accalmie, après laquelle il y aura peut-être une sorte de démagogie sociale, on va déboucher sur une attaque contre les syndicats. Je ne sais pas sous quelle forme, de Gaulle ne me fait pas ses confidences...

R. VERDIER : ... Une attaque ou ce qui est peut-être plus redoutable, ce qu'il a fait contre les partis, une tactique d'érosion, de démolition lente...

J.-P. BIONDI : Oui enfin, l'un ou l'autre, je ne sais pas à quoi cela aboutira quelle que soit la manière dont il s'y prendra, enfin une attaque contre les syndicalistes. Il ne faut pas être trop pessimiste ; dans les campagnes, on a voté pour le mythe de Gaulle, dans les villes on a voté davantage contre l'alliance contre nature du cartel des « non », mais il faut dire que bien que le gaullisme soit de droite, c'est la personnalité de de Gaulle qui braille tout, et comme de Gaulle n'est pas éternel, il y aura donc un retour inéluctable vers les véritables options politiques. En cela, je ne suis pas pessimiste. Il faut que le P.S.U. qui a été, à mon avis, le seul à apporter des solutions constructives à l'alternative communiste-gaulliste, se fasse davantage connaître.

Dans les villes, nous avons une élite de camarades ouvriers ; je pense qu'il faut donc que le parti se penche sur le problème de l'implantation dans les milieux agricoles.

J. VERLHAC : Nous allons avoir à lutter dans les prochains temps contre une certaine tendance au repli de la part de certaines organisations, syndicales et autres, que le dernier scrutin aura rendus prudentes. Sans pouvoir dire, à l'heure actuelle, quelle sera la forme de l'attaque ou de l'érosion que peut prendre le régime gaulliste à l'égard des syndicats, on peut malgré tout estimer que l'effort qui est nécessaire à l'heure actuelle est un effort de confrontation.

Notre effort donc être, face aux hésitations de ces milieux devant le durcissement du régime, de renforcer nos liens avec eux, de rendre plus fréquentes nos confrontations et nos actions, de manière que des perspectives communes puissent être élaborées.

Reprise du dialogue Est-Ouest

Il n'est pas aujourd'hui interdit de penser que l'évolution de l'affaire cubaine vers un dénouement purement diplomatique peut étendre la détente Est-Ouest à d'autres secteurs névralgiques de la politique internationale, et relance même, avec une vigueur nouvelle, le dialogue américano-soviétique.

De Cuba...

Le règlement définitif de la question cubaine semble actuellement se présenter de la manière suivante : Kennedy accepterait de faire une promesse solennelle de non-agression à l'égard de la courageuse petite île sous la réserve expresse qu'il garderait le droit de procéder à un contrôle sur place afin de « s'assurer qu'aucune arme offensive ne se trouve en territoire cubain ». MM. Stevenson et Kouznetsov en discutent ces jours-ci à New York. S'ils se mettent d'accord, il appartiendra ensuite au secrétaire général de l'O.N.U., M. Thant et à M. Mikoyan de convaincre Fidel Castro. Celui-ci cependant pourrait bien donner son approbation à l'ouverture prochaine de pourparlers avec Washington sur l'évacuation de la base américaine de Guantanamo ce qui ne manquera pas de compliquer le problème.

Quoi qu'il en soit, le processus de la négociation est engagé. Il paraît, sauf événement, irréversible. C'est pourquoi les chancelleries estiment qu'il serait opportun d'en profiter pour examiner les autres problèmes pendants entre les deux blocs.

A New Delhi, les missions militaires américaine et britannique sont arrivées au moment où cessaient les hostilités. Les Chinois n'en tiennent pas moins solidement le terrain qu'ils revendiquent et que Nehru n'est pas disposé à leur céder. Khrouchtchev s'entremettra-t-il ?

A Genève, les « 17 » ont repris lundi leurs travaux sur le désarmement. On murmure déjà au Palais des Nations que les Soviétiques pourraient faire des concessions sur le minimum de contrôle au sol qu'exigent les Américains concernant l'arrêt des essais nucléaires.

...à Berlin

A Berlin, M. Khrouchtchev ne serait pas hostile à des pourparlers sur la base de concessions réciproques et demanderait par la même occasion une prise de contact entre l'O.T.A.N. et le Pacte de Varsovie.

Sur toutes ces affaires, on notera l'ignorance dans laquelle Kennedy et Khrouchtchev ont tenu de Gaulle. Ce dernier a été seulement « informé après », jamais consulté. Les manœuvres et les machinations gaulliennes pour forcer la porte du « directoire atlantique » ne paraissent donc guère avoir eu pour l'instant d'autres résultats que d'écartier un peu plus Paris du concert international. Il fallait s'y attendre.

Quant à la tactique actuelle des Soviétiques, quels qu'en soient les mobiles, elle ne peut que rassurer les pacifistes que nous sommes.

Georges BATELIER.

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9^e)).

LES ELECTIONS PARTIELLES EN GRANDE-BRETAGNE

Le problème du Marché commun n'est pas encore réglé

CINQ élections partielles ont eu lieu, la semaine dernière, en Grande-Bretagne. Les résultats marquent une défaite retentissante pour le gouvernement conservateur : deux sièges sont emportés par les travaillistes et les trois autres ne sont gardés que de justesse par les conservateurs qui ont perdu un grand

nombre de voix. Quelles conclusions peut-on tirer de cet événement en ce qui concerne les travaillistes, le Marché commun, l'avenir du pays ? Si les travaillistes peuvent se réjouir de voir enfin stoppé le courant qui leur faisait perdre presque toutes les élections partielles depuis 1959 (un gain et deux pertes de sièges sur

trente-quatre), un trop grand optimisme ne serait pas de mise. Le nombre des voix ne le permet pas : les travaillistes n'ont pas encore retrouvé — mais presque — le pourcentage de leurs voix lors des élections générales de 1959, c'est seulement dans la circonscription de Central Norfolk qu'ils enregistrent une hausse de 2,3 p. 100. Mais leurs pertes sont très faibles comparées à celles des conservateurs.

Les Travaillistes et le chômage

Quant aux deux sièges gagnés par les travaillistes, l'un est, comme on va le voir, un véritable cadeau fait par des conservateurs dissidents. L'autre, celui de Glasgow Woodside, est la conséquence du chômage qui sévit en Ecosse bien plus que dans le sud du pays. Les conservateurs ont perdu là 19,3 p. 100 de leurs voix ; et leur déroute fut encore amortie, dit-on, par le brouillard qui recouvrait toute la contrée. Si le chômage allait s'accroître, ce serait un atout électoral pour le parti travailliste qui rend le gouvernement responsable du recul économique. Mais si des élections avaient lieu prochainement et que le mouvement constaté pour ces élections partielles persistait, les travaillistes pourraient emporter la majorité. Surtout si les événements du South Dorset se reproduisaient.

C'est là, en effet, à Weymouth, que des conservateurs n'ont pas hésité à présenter un candidat contre le candidat choisi officiellement par leur parti. C'est la question du Marché commun qui provoqua la dissidence. Dans ce fief qui appartenait aux conservateurs depuis plus de cinquante ans, les adversaires du Marché commun ont voulu donner une leçon au gouvernement. C'est lord Sandwich — qui sous le nom de lord Hinchingbrooke fut toujours l'enfant terrible et l'extrémiste des conservateurs — qui fut l'âme de la révolte. Député sortant de la circonscription qu'il dut quitter pour la Chambre des Lords, il soutint sir Piers Debenham, lui aussi très populaire localement. Ils ne recueillirent toutefois que 5.057 voix. Mais ils n'avaient pas craint de favoriser l'élection du candidat travailliste qui, lui, se prononçait contre le Marché commun.

Les résultats prouvent, évidemment, qu'il serait au pouvoir des adversaires du Marché commun — qui se sont groupés en ligue — de renverser la majorité en pratiquant la politique du pire. Mais cela ne donne aucune indication réelle en ce qui concerne l'opinion publique à l'égard du Marché commun.

Le Marché commun, mauvais cheval de bataille

Les libéraux, qui ont toujours préconisé l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, continuent de voir augmenter leurs voix (19 p. 100 d'augmentation). A Chippenham, ils sont arrivés avant les travaillistes, à 1.588 voix derrière les conservateurs.

A la vérité, la politique à l'égard du Marché commun recoupe les partis et l'on ne peut tirer aucune conclusion de ces élections partielles. Si ce n'est que les conservateurs eurent grand tort, après leur congrès, de considérer et de proclamer bien haut que la politique du gouvernement à l'égard du Marché commun pourrait les aider à gagner les prochaines élections. Les électeurs ne sont pas assez bien informés pour que la question soit un élément de propagande électorale.

Mais, d'un autre côté, les représentants de M. Macmillan pourront mieux se défendre à Bruxelles où l'on avait peut-être, à la suite du congrès de Ilandudno, l'impression que la Grande-Bretagne entrerait, à n'importe quel prix, dans le Marché commun.

Marthe Louis-Lévy.

L'affaire DER SPIEGEL

LE PARTENAIRE DE NOTRE GÉNÉRAL

Dans le numéro 46 du 18 novembre 1962, l'hebdomadaire illustré de Hambourg *Stern* relate à la page 162 une piquante affaire de lettre envoyée par l'actuel chancelier Adenauer au ministre de l'Intérieur national-socialiste Frick. Nous reproduisons l'essentiel de l'article sans en altérer le sens et en nous tenant, pour la traduction effectuée, aussi près que possible du texte de *Stern*, par notre camarade Fouilleron.

ADENAUER écrivait le 10 août 1934 au ministre nazi Frick : « Malgré les prescriptions du ministère de l'Intérieur (d'alors, sous la République de Weimar, N.D.L.R.) j'ai mis, pendant de longues années, à la disposition du parti national-socialiste les stades municipaux (Adenauer était maire de Cologne, N.D.L.R.) et autorisé le parti national-socialiste à hisser aux mâts municipaux le dra-

C'est ainsi que, dans la lettre d'Adenauer du 10 août 1934 au ministre de l'Intérieur nazi Frick, l'actuel chancelier donnait des assurances de loyalisme au parti nazi.

C'est en se basant sur ces assurances de loyalisme qu'Adenauer demandait — après que les nazis l'eurent révoqué comme maire de Cologne sans lui donner de retraite — une mise à la retraite régulière avec pension. Adenauer eut satisfaction. Peu de temps après, il reçut des nazis une pension mensuelle de mille reichsmarks.

De la zone russe parvint, vingt-cinq ans après, à la connaissance du public la lettre de « justification » d'Adenauer vis-à-vis du national-socialisme.

Jusqu'ici on était cependant resté dans l'incertitude ; la lettre d'Adenauer était-elle authentique ou se trouvait-elle devant une falsification due à la zone soviétique ? M. Münnick, lecteur de la maison d'éditions Nannen, voulut en avoir le cœur net et écrivit à ce sujet au chancelier même. La réponse d'Adenauer montre que, pour le moins, le chancelier allemand « surmonte placidement » son passé.

Adenauer répondit laconiquement à M. Münnick : « Si chaque phrase de la lettre datée du 10 août 1934 au ministre de l'Intérieur de Prusse est authentique, cela je ne puis le dire. D'après le contenu, elle est authentique. » (C'est nous qui soulignons.)

Nous nous permettons d'espérer que les rédacteurs du *Stern* ne seront pas mis en prison comme ceux du *Spiegel* pour « haute trahison ».

[Notons, d'autre part, que si ce que l'on peut, dès à présent, appeler « l'affaire *Stern* » n'a pas l'air d'inquiéter le chancelier, il n'en va pas de même de l'autre, celle du *Spiegel*. D'autant plus que l'homme visé, c'est-à-dire Joseph Strauss, vient de voir son parti remporter une victoire éclatante en Bavière.

Cela pose très nettement le problème du pouvoir. Dès le retour du président Lübke, Adenauer va devoir réformer son gouvernement. Il va se trouver face à deux sortes d'oppositions : celle des partis socialistes et libéraux, et celle de J. Strauss, qui ne lui pardonne pas ses hésitations et qui depuis longtemps veut sa chute.]

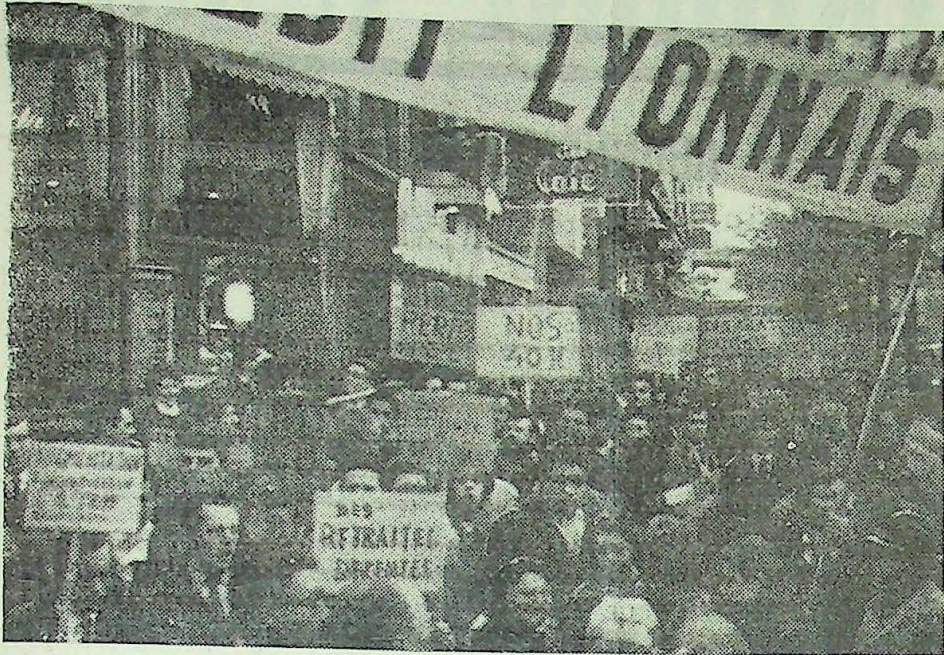


Strauss : son parti a remporté une victoire éclatante en Bavière.

peau de la croix gammée, lors des manifestations du parti national-socialiste.

Le « Gauleiter » national-socialiste Grobe assurait, en sa qualité de maire de Cologne, et cela avant la prise du pouvoir par Hitler, qu'aucun fonctionnaire municipal de Cologne n'avait à craindre quelque chose d'Adenauer « si, étant en service, un fonctionnaire se faisait le champion du parti nazi ». (C'est nous qui soulignons.)

Les employés de Banque manifestent



Journée revendicative du personnel des banques à Paris.

Le Crédit Lyonnais a pris l'initiative du mouvement

LA Banque remue. Pourquoi? Où? Comment? Tribune l'a demandé à un camarade qui détient aussi des responsabilités importantes sur le plan syndical au Crédit Lyonnais. Ce qui est d'abord à retenir, c'est la difficulté de rapporter les propos tenus intégralement. Il faut les transcrire ici en d'autres termes.

Le 15 novembre, le Crédit Lyonnais a pris l'initiative d'un mouvement général dans la banque.

T.S. — Pourquoi est-ce le Crédit Lyonnais?

R. — Il se trouve qu'il y a dans le bureau de la C.F.T.C. du Crédit Lyonnais une « tête chercheuse » composée exclusivement de jeunes qui ont pris des initiatives.

T.S. — Quelle est l'importance respective de l'audience de la C.G.T. et de la C.F.T.C. parmi le personnel du Crédit Lyonnais?

R. — La C.F.T.C. recueille autant de voix que la C.G.T. au Lyonnais. C'est la C.F.T.C. qui a entraîné le mouvement.

T.S. — L'objectif?

R. — La reclassification de la hiérarchie. Il existait une hiérarchie par indices en 1947, qui fournissait une échelle de salaires, appréciable objectivement. Cette hiérarchie a été détruite par le nivellement des différents indices au moyen de primes ou de points supplémentaires par la direction, qui les distribue selon des critères subjectifs. Ou bien en augmentant tout le personnel de 4% : ce qui est encore une façon d'apaiser tout le monde, en maintenant le nivellement de la hiérarchie.

La somme de deux actions

T.S. — Le mouvement du 15 novembre a-t-il eu des résultats?

R. — Ils sont importants. Mais leur appréciation dépend de celle de la tactique envisagée pour provoquer un débrayage. Ainsi, au Lyonnais, deux tactiques sont en présence. Les délégués « travaillent » les secteurs les plus sensibilisés, et aussitôt qu'ils ont obtenu, de la majorité du personnel d'un bureau, la résolution de débrayer, ils font débrayer le bureau, sans se préoccuper de ce que, dans l'établissement, la totalité du personnel n'est pas encore déterminée à débrayer. C'est la tactique du débrayage « par secteurs ».

Une seconde tactique consiste à ne vouloir faire bouger le personnel que dans sa totalité. On retrouve évidemment là le souhait des éléments les plus jeunes que leur mystique de l'action pour l'action conduit à prôner l'immobilité complète ou, à l'opposé, la révolution immédiate. Il est important de signaler que le renouvellement du bureau de la C.F.T.C. a amené cette année, au Crédit Lyonnais, au rang des responsabilités, des jeunes de 18, 20 et 22 ans. Naturellement, il y a des partisans du débrayage par secteurs et ceux du débrayage total.

T.S. — En fait, les deux actions se recoupent?

R. — Exactement. L'idée d'une action totale n'a pu prendre naissance qu'après la réussite des actions par secteurs. L'action totale est ce vers quoi nous devons tendre. Mais elle n'est pas actuellement mûre. Il faut savoir commencer par le début : c'est-à-dire par des débrayages partiels réussis dans leur majorité pour donner confiance au personnel.

T.S. — Ainsi les deux actions s'additionnent. Et il est bon que les jeunes élaborent une tactique qui permette de toucher de leur côté les plus jeunes « apolitiques » du personnel, par son aspect révolutionnaire. Comment le mouvement créé dans le Crédit Lyonnais rayonne-t-il? Etablissez-vous des contacts?

R. — Difficilement. On ne peut dire que le mouvement du 15 novembre soit un grand succès. Peu de banques ont suivi. 20% à la Banque Parisienne, davantage chez nous. Moins à la B.N.C.I. et au Comptoir National

d'Escompte. Sur le plan national, il est inutile d'en parler.

La prise de conscience

T.S. — Quelles sont les perspectives?

R. — Largement ouvertes. Sur le plan de la prise de conscience du personnel, du moins au Lyonnais. Le personnel est d'abord sensible à la revendication du porte-monnaie. Puis il arrive à débrayer pour défendre les droits de ses délégués. Par exemple, aujourd'hui : nous lui demandons de débrayer pour nous aider à conserver nos 40 heures de travail de délégué par semaine.

T.S. — Le personnel débraie, et ensuite?

R. — Il se rend en groupes à la direction pour déposer des pétitions.

ELECTIONS A LA SECURITE SOCIALE

LE gouvernement Pompidou ayant décidé avant la censure de procéder au renouvellement des administrateurs des caisses de Sécurité sociale, la consultation prévue à cet effet pour le 6 décembre a été repoussée au 13 décembre. Elle intéresse la grande majorité des salariés (à l'exception des agents du secteur public bénéficiant d'un régime particulier de Sécurité sociale).

Ces élections permettront de mesurer la représentativité des centrales syndicales qui, à cette occasion, ne manqueront de protester une fois de plus contre la réduction des pouvoirs des administrateurs et d'exposer leur programme d'amélioration de la Sécurité sociale. Nous reviendrons sur cette question dans notre prochain numéro.

Le 15 novembre, plusieurs centaines de personnes ont ainsi manifesté. Inutile de dire que cela a fait du bruit et perturbé la marche de nombreux services.

T.S. — Envisagez-vous ensuite, dans un troisième temps, d'orienter votre action dans un mouvement général qui rejoindrait ainsi le vœu des plus jeunes?

R. — Evidemment. Mais il faut de la prudence. Il y a des périodes, comme le 15 novembre, où l'on arrive à passer du plan du bureau à celui de l'établissement, puis à celui de la profession : alors le personnel s'intéresse, il a conscience de « déboucher » sur quelque chose. Puis il y a un temps d'arrêt. Et il faut reprendre le travail par secteurs pour élaborer un nouveau mouvement plus général. Et cela est dur à faire admettre par le personnel.

La réaction

T.S. — Et la direction?

R. — C'est simple. Avant le référendum, la direction était presque trop conciliante. Après le référendum, elle s'est aperçue, le 15 novembre, qu'il n'y avait à Paris que le Lyonnais où le personnel créait des difficultés à la direction. Après le premier tour des législatives, elle a parlé de restreindre la liberté des délégués. Après le deuxième tour — aujourd'hui — la direction convoque les représentants des bureaux des syndicats C.F.T.C., C.G.T., F.O., à seize heures. Et il est évident que ce n'est pas pour nous remercier d'avoir harangué le personnel, pendant les heures de bureau — comme nous en avons d'ailleurs le droit — au moment des consultations électorales.

Interview recueillie par Bernard Cornille.

En dépit des élections l'agitation sociale se poursuit

LES candidats U.N.R. aux récentes élections législatives n'ont pas manqué de protester de leur « esprit social ». En dépit d'une situation économique relativement favorable, ils ne pouvaient guère toutefois que faire des promesses assez vagues — les résultats sur ce plan n'étant guère à l'honneur du pouvoir gaulliste. C'est ainsi que j'ai eu l'occasion de faire observer à l'un d'entre eux, d'ailleurs réélu depuis, que les grèves qui avaient eu lieu, notamment dans le secteur public, témoignaient d'un mécontentement réel des salariés.

Je pouvais ajouter que les concessions insuffisantes qui avaient été faites par le gouvernement tombaient, comme par hasard, en période électorale — un vieux truc pour un régime « nouveau ». En fait, les élections n'ont pas marqué une pause de l'agitation sociale.

Rien n'est réglé à la R.A.T.P. où la réquisition des conducteurs du métro, si elle a empêché une grève, n'a pas apporté de solution aux problèmes des salaires et des conditions de travail. Chez les cheminots, si les débrayages préconisés les 6 et 7 novembre par la C.G.T., la C.F.T.C. et les roulants autonomes ont été peu suivis, ce ne sont pas de nouvelles sanctions qui amélioreront le « climat ». Chez les travailleurs de l'Etat, des grèves ont eu lieu également. La question des salaires et de leur rapport avec ceux du secteur privé demeure posée. Chez les mineurs, les fédérations syndicales envisagent de passer à l'action. A l'E.D.F., la fédération C.G.T. est réticente pour accepter le « rendez-vous » annuel proposé par le gouvernement sous réserve qu'il n'y ait pas de grèves avant la discussion.

Mécontentement persistant dans le secteur public

A l'Energie atomique (12.000 travailleurs), les syndicats ont exposé à la presse les raisons de la grève qu'ils ont déclenchée le 14 novembre. Ils jugent insuffisantes les mesures prises jusqu'ici par le gouvernement et, compte tenu de la hausse du coût de la vie, revendiquent une augmentation de 10 p. 100 de l'ensemble des salaires. Le communiqué des organisations C.F.T.C., C.G.T., F.O., Autonome souligne le niveau moyen de qualification très élevé des travailleurs de l'Energie atomique et déclare : « Ils ne veulent pas être seulement les artisans bénévoles de réalisations auxquelles le gouvernement attache un grand prix. Ils constatent que les avantages que pouvaient présenter le fait d'être salarié de l'Etat, il y a quinze ans et qui étaient invoqués pour faire admettre la disparité des traitements avec ceux du secteur privé, sont heureusement à présent acquis pour l'essentiel par le secteur privé. Au secteur public d'aligner ses salaires, et pourquoi les travailleurs de l'Energie atomique, qui constituent un véritable personnel d'élite de l'in-

dustrie nationale, seraient-ils toujours, comme au cours des dernières années, en retard d'une augmentation de salaires? »

Ajoutons que la grève du 14 novembre a été suivie par une large majorité du personnel dans les centres d'études de la région parisienne et de province ainsi qu'au centre de production de Marcoule.

Grèves et manifestations dans le secteur privé

La situation demeure tendue chez Remington-Rand, à Caluire, où, en dépit des reconversions annoncées, mille travailleurs demeurent menacés de licenciement à partir du 31 janvier. Le comité d'établissement avait d'ailleurs profité de la période électorale pour convier les candidats à une « table ronde » sur les problèmes posés par cette situation douloureuse.

Terminons enfin par la semaine d'action nationale des employés de commerce qui a eu lieu, à l'appel de la C.G.T., de la C.F.T.C., de F.O., du 12 au 17 novembre, c'est-à-dire juste à la veille des élections. Les employés de commerce, catégorie particulièrement défavorisée, réclament une augmentation de leurs salaires, l'égalité réelle des salaires masculins et féminins, une amélioration des conditions de travail, etc.

Un millier d'employés des grands magasins parisiens ont manifesté le 16 novembre pour la défense de leurs revendications. Le P.C. ayant distribué, dans le cadre de la campagne électorale, un tract reprenant ces revendications à son compte, les syndicats C.F.T.C. et F.O. ont tenu à « réaffirmer avec vigueur leur volonté que le syndicalisme soit indépendant de tout parti politique ».

Certains candidats S.F.I.O. aux élections n'ayant pas eu le même scrupule et ayant mentionné sur leurs affiches leur appartenance à F.O., la Confédération Force Ouvrière a été amenée à faire une mise au point précisant qu'elle ne soutenait aucun candidat. Autre anecdote amusante : le suppléant du rival U.N.R. de Gilles Martinet se prétendant militant de la C.F.T.C., nos camarades ont dû lui faire admettre, au cours d'une réunion contradictoire, qu'il n'appartenait plus à cette organisation depuis 1958 !..

Maurice Combes.

GRANDE CAMPAGNE DE DIFFUSION

LES récentes élections législatives ont permis de constater que le P.S.U. avait recueilli plus de 400.000 voix. Le tirage de Tribune Socialiste, journal du P.S.U., est loin de correspondre à ce nombre de voix.

Nous devons profiter au maximum de l'intérêt suscité par le P.S.U. pendant la campagne électorale. A tous ces électeurs qui approuvent notre ligne politique mais qui ne connaissent pas encore notre journal, nous devons proposer des informations permanentes sur notre action et nos positions, grâce à Tribune Socialiste.

Augmenter le tirage de 10.000

C'est pourquoi nous avons décidé de lancer, dès maintenant, une campagne de diffusion et de repousser jusqu'au 1^{er} janvier l'augmentation des tarifs d'abonnement. Profitez-en.

La Fédération du Rhône, sur son plan local par exemple, n'a pas attendu notre initiative et a compris qu'il était possible de diffuser plus largement TRIBUNE.

Depuis quelque temps, nous avons essayé d'aménager notre hebdomadaire, à la fois dans la forme et dans le fond. Mais cet effort ne peut être complet que SI NOUS AUGMENTONS LE CHIFFRE DE NOS LECTEURS D'ENVIRON 10.000. A ce moment-là, en effet, nous serons en mesure de faire de TRIBUNE le grand hebdomadaire à base politique que nous souhaitons.

Un grand hebdomadaire

Nous voulons faire un journal, non pas seulement sympathique, mais aussi nécessaire. Il faut que TRIBUNE devienne le journal que vous attendez.

Vous avez des amis ; faites leur lire notre TRIBUNE, et ensuite ils l'achèteront.

Partout en France, des grandes cités viennent d'être cons-

truites. Il y a là un effort énorme de prospection à faire. Nous comptons sur vous pour faire connaître TRIBUNE.

Pour ce faire, nous avons pris une base : chaque lecteur doit essayer de trouver, soit trois nouveaux abonnés (remplir le bon d'abonnement ci-joint) ; soit cinq lecteurs au numéro.

Pour vous aider dans cette tâche, nous vous proposons deux formules :

1^o Les envois d'essai : nous envoyons quatre numéros de « Tribune Socialiste », suivis d'une demande d'abonnement.

2^o Les envois propagande : qui vous permettront de faire connaître le journal dans votre entourage. (Voir les bulletins ci-contre.)

Enquêtes et pages régionales

Nous avons de nombreux projets rédactionnels en préparation : grandes enquêtes sur l'habitation, sur le problème des femmes qui travaillent, sur tout ce qui touche à la médecine, pages régionales périodiques, chronique des disques, interviews exclusives de personnalités, etc. Mais pour cela, il faut que vous nous aidiez pendant cette grande campagne qui se fait pendant tout le mois de décembre.

Vous avez déjà à plusieurs reprises montré ce que vous pouvez faire. Diffusez, faites le maximum. Les résultats que nous enregistrerons à la fin du mois seront notre plus beau cadeau de fin d'année.



DE TRIBUNE (1^{er} Décembre) (1^{er} Janvier)

ABONNEMENTS

M	.....	NF
demeurant	.....
envoie la somme de	.....
à votre CCP 5826-65 Paris pour l'abonnement de :		
1 ^o M	.....
demeurant	.....	(1)
(abonnement de	.....
2 ^o M	.....
demeurant	.....	(1)
(abonnement de	.....
3 ^o M	.....
demeurant	.....	(1)
(abonnement de	.....

1) Soutien 30 NF — 1 an 19 NF — 6 mois 10 NF — 3 mois 5 NF.

ENVOIS D'ESSAI GRATUIT

Désirant participer à votre grande campagne de propagande, je vous fais parvenir une liste de noms et d'adresses de personnes à qui vous pourriez faire des envois d'essai gratuits de « Tribune Socialiste ».

(Ecrire très lisiblement les noms et adresses.)

1 ^o M	..... (prénom)
Adresse	.....
2 ^o M	..... (prénom)
Adresse	.....
3 ^o M	..... (prénom)
Adresse	.....
4 ^o M	..... (prénom)
Adresse	.....
5 ^o M	..... (prénom)
Adresse	.....

Voici mon nom et mon adresse (falcutatif) :

M	..... (prénom)
Adresse	.....

ENVOI GRATUIT DE PROPAGANDE

Je désire faire connaître « Tribune Socialiste » autour de moi et vous demande en conséquence de me faire parvenir à l'adresse ci-dessous exemplaires (1) de votre hebdomadaire pendant quatre semaine.

Dans toute la mesure du possible, je vous ferai connaître les résultats que j'aurai obtenus.

M	..... (prénom)
Adresse (très complète et très lisible)	.....
Signature :	.....

(1) Maximum cinq exemplaires

Un exemple à suivre : CELUI DE LA FÉDÉRATION DU RHONE

Le bilan encourageant de la campagne électorale dans le département (plusieurs sections en voie de création, nombreuses adhésions, assistance souvent nombreuse aux réunions) doit inciter les militants du parti à concrétiser ces résultats dans les mois à venir par un développement du travail d'organisation, de formation et de propagande, et d'abord vers les secteurs prioritaires (entreprises, jeunes, milieux ruraux, etc.). Citons quelques exemples qui situent les possibilités actuelles de développement du parti.

Prenons le cas d'Oullins : réunion publique sur le référendum avec 80 personnes (réunion du P.C.F. le lendemain : 17 personnes, malgré des affiches dans toute la ville) ; pour les élections, réunion publique avec 120 personnes, dont 80 sympathisants et malgré le demi-silence de la presse lyonnaise qui n'a annoncé la réunion que le jour même

(réunion du P.C.F. la veille avec le film « Le sel de la terre » : environ 60 personnes). Sur le plan de la presse, en deux soirées, après son travail, le responsable presse d'Oullins a vendu 70 exemplaires de T.S. au porte-à-porte dans un nouveau groupe d'immeubles en visitant seulement 250 familles...

Ces résultats n'ont rien d'exceptionnel, et d'autres sections, dans d'autres départements, pourraient faire état de résultats plus brillants. Mais nous n'avons cité ces chiffres que pour montrer combien un travail militant régulier, systématique, est rentable.

Un grand concours de diffusion

Aussi, afin d'encourager les militants à augmenter la diffusion de TRIBUNE

Lecteurs, ceci vous concerne

SOCIALISTE, la fédération du Rhône, en accord avec l'administration du journal, a décidé d'organiser un grand concours de diffusion. Celui-ci sera ouvert aux adhérents et aussi aux sympathisants abonnés et durera deux mois (1^{er} décembre - 31 janvier) ; il sera doté de plus de 700 NF de prix en matériel de propagande, de formation et en livres donnés au parti.

Les sections pourront prendre toutes les initiatives nécessaires (porte-à-porte, ventes à la criée, visite des sympathisants non abonnés, « mise dans le coup » des sympathisants abonnés, etc...). Il leur est conseillé d'établir sans délai un plan de campagne, et de miser sur les secteurs prioritaires énoncés plus haut et sur les grands ensembles d'habitation, lesquels ont une population jeune et variée.

Le règlement complet du concours a été remis aux sections pour distribution à

tous les adhérents. Il y aura trois classements : Sections (abonnements et vente au numéro), Militants (abonnements) et Sympathisants.

Les sympathisants peuvent aussi nous aider

Pour les sympathisants, les abonnements recueillis devront être transmis obligatoirement, soit au responsable presse de la section locale, soit au P.S.U. (Presse), Maison des Sociétés, Bron, Rhône. Un sympathisant peut recueillir des abonnements autour de lui et devenir diffuseur au numéro. Le sympathisant classé premier recevra un prix de 40 NF (dont le livre de Gilles Martinet « Le marxisme de notre temps »). Les suivants se partageront des prix d'une valeur globale de 70 NF en matériel de formation (livres, brochures).

Plus qu'un magnifique Album d'Art un ouvrage qui fait aimer et comprendre la peinture

DECOUVERTE DE LA PEINTURE

par René BERGER

Les plus beaux ouvrages d'art — avec lesquels DECOUVERTE DE LA PEINTURE rivalise aisément pour le luxe de la présentation et la qualité des reproductions — se bornent à promener les lecteurs parmi les salles d'un musée réel ou imaginaire, en lui fournissant, au mieux, des précisions érudites sur la biographie des artistes et la genèse des œuvres.

L'ouvrage de René Berger est certes, lui aussi, par la prodigieuse richesse de l'illustration — 450 reproductions dont 50 en couleurs — un véritable musée, mais un musée dont le visiteur est tout au long accompagné d'un guide qui lui explique tout, lui montre pourquoi tel tableau d'Uccello est un chef-d'œuvre et, sur le même motif, tel tableau de Vasari un pur exercice de virtuosité, qui lui enseigne la mystérieuse alchimie : lignes, couleurs, espace, lumière, d'où naît la beauté, qui lui fait enfin pénétrer le secret des œuvres modernes les plus déroutantes. Ce n'est donc pas seulement un beau

livre qu'on se contente de feuilleter pour le plaisir des yeux, c'est un ouvrage qu'on lit, qu'on relit et qu'on consulte chaque fois qu'on se pose une de ces questions : « Pourquoi admire-t-on tellement cette œuvre ? », « Qu'est-ce que ces tableaux signifient ? », « Comment peut-on trouver ça beau ? ». C'est sous la forme d'un magnifique ouvrage de bibliothèque, une véritable encyclopédie de l'art pictural. Demandez une documentation illustrée à la Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris-7^e... ou, mieux, remplissez ou recopiez le bon ci-dessous qui vous permettra de voir l'ouvrage lui-même avec la facilité de le renvoyer s'il ne vous satisfait pas entièrement.



115 NF

plus de 450 reproductions, dont 50 en couleurs, reliure pleine bufflette fer original de Picasso.

BON à adresser à la Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle, Paris (7^e)

Veuillez me faire parvenir « Decouverte de la Peinture » au prix de (cocher la case précédant la formule choisie) :

115 NF comptant 3 mensualités de 40 NF 10 mensualités de 13 NF

Veuillez trouver ci-inclus NF montant de ma commande (ou de la première mensualité) en un mandat chèque chèque postal joint (ne pas l'envoyer au centre de chèques) à l'CCP Paris 1390531.

Je garde le droit de vous retourner l'ouvrage dans les 48 heures, dans son emballage d'origine, auquel cas je serai immédiatement et intégralement remboursé. TS 11

Nom Profession

Adresse Signature :

CCP ou Bancaire

ENCORE UN

Villefagnan (Charente)
le 19 novembre 1962.

« J'ai eu l'occasion d'avoir entre mes mains votre journal, qui me plaît en bien des points. Seriez-vous assez aimable de m'abonner pour 6 mois. De plus, étant de la circonscription de Confolens, voudriez-vous m'envoyer, avec le premier journal, quelques tracts pouvant éclaircir certaines personnes sur leur choix à faire au deuxième tour, s'ils veulent risquer de garder quelques libertés républicaines. »

Voilà qui est encourageant pour toute notre équipe. Nous adressons votre lettre à notre service des abonnements qui lui donnera rapidement suite. Nous regrettons que le délai que vous nous aviez laissé, pour vous adresser les tracts pour le second tour, n'ait pas été suffisant. Nous nous excusons. Nous vous adressons, par contre, plusieurs dépliants P.S.U. qui pourront informer utilement les personnes qui vous intéressent.

ENCORE DEUX

d'Alfred Olive, à Angers

« Confiant et fort de l'idéal qui anime le P.S.U., je dis merci pour le numéro de T.S. Car sa présentation est du meilleur goût. »

Merci pour les compliments. Ils nous encouragent. Colette Audry répondra elle-même aux remarques que tu as faites concernant son article.

« LE MUSEE DES HORREURS »

De A. Zumstein, 1, place Honoré-d'Urfé,
à Chambéry (Savoie).

« Que les démocrates se consolent, de Gaulle n'a eu que les voix des grenouilles qui demandent un roi et celles de tous les petits toutous qui suivent leur maître à la voix impérieuse et qui leur donne, de temps à autre, un petit morceau de sucre... « Suivez le guide », on comprend, c'est dans un musée des horreurs ou pour faire une course aux horreurs, mais pour conduire une nation, c'est tout autre chose. Il faut donc un contrôle sévère... »

Le guide sera certainement indispensable... dans « le musée des horreurs » que constituera la nouvelle majorité parlementaire pour faire taire les ambitions de ces messieurs surexcités par des élections inattendues.

MERCI

Foulleron, à Soutz

« Bonne chance pour tous. Bien fraternellement à tous. »

Merci, camarade.

COURAGE

de J. Luchon, à Moisinay,
le 20 novembre

« Et la guerre froide continue... L'anti-socialisme est un vrai canon parti de l'étranger, dit-on. L'Amérique qui nous dirige est-elle devenue française ? Quelle folie ! La France est riche... mais la petite épargne, c'est elle qui paie la prospérité... »

Oui, camarade, la situation est difficile. C'est pourquoi il faut s'unir et ne pas craindre de dire ce que l'on a à dire.

La coopération technique

La coopération technique avec les pays récemment promus à l'indépendance constitue sans aucun doute un des problèmes les plus importants des années à venir. Aussi le fait que les étudiants français et tunisiens aient organisé une rencontre sur ce problème, représente-t-il un signe très encourageant.

Les 23, 24 et 25 novembre s'est déroulé à Paris le premier Colloque international de la coopération technique. De nombreux orateurs français et tunisiens, et les représentants d'une vingtaine d'organisations estudiantines du monde entier y ont participé.

La voie socialiste...

M. de Bernis, spécialiste des problèmes africains, a tout d'abord défini ce qu'est la coopération technique. « C'est une des formes d'aide témoignant de la solidarité réelle entre colonisés et colonisateurs. »

L'élément essentiel — tous les intervenants insistèrent là-dessus — c'est que la coopération doit être « dialogique » ; cela se comprend aisément sur le plan de la culture, ou même de certaines techniques, mais cela va plus loin.

« La coopération technique est impossible dans les vieux cadres ; des transformations sociales sont nécessaires, et le problème du socialisme doit être posé. »

La coopération doit évoquer le dialogue et la création collective car nous avons beaucoup à apprendre des pays en développement, par exemple :

— ce qu'est un plan de développement et comment on le réalise ;

— que nous devons rénover nos Etats ;

— que le socialisme présente chez nous des nécessités, et qu'« il faut accepter le risque de sa propre transformation. Il faut accepter d'être remis en cause et d'être enseigné ».

Et cette rénovation des structures des pays industrialisés est d'autant plus nécessaires que c'est à cette condition que l'aide aux pays sous-développés pourra être dégagée de tout paternalisme ou néocolonialisme.

...et ses préalables

André Philip a insisté, pour sa part, sur les préalables à toute coopération technique. Il en envisage cinq :

— Le pays doit être politiquement indépendant ;

— Les paysans, qui représentent la masse de la population, doivent eux-mêmes être libres, ce qui implique des réformes des structures agraires ;

— Les prix des produits tropicaux de base doivent être stabilisés dans un premier temps pour permettre dans un second une diversification des cultures ;

— Les pays doivent avoir une mentalité leur permettant d'utiliser pleinement l'aide fournie. Ce qui suppose la disparition de certaines coutumes ou religions, comme du népotisme et de la corruption ;

— Il faut enfin une mystique de développement économique, comportant la réhabilitation du travail au service de la nation et le regroupement des efforts au sein d'un Plan.

Notre coopération

C'est à partir de ces données qu'ont, ensuite, été dégagées les grandes lignes de la coopération.

Les participants ont insisté sur les problèmes de formation des cadres de coopération. Retenons, pour notre part, les points suivants :

— Volonté d'attitudes critiques envers les étudiants africains afin que leurs diplômes correspondent à ces connaissances certaines ;

— Création d'Instituts de stages pour les cadres se destinant à la coopération afin qu'ils connaissent à fond les données des problèmes qu'ils auront à aborder ;

— Nécessité de statuts d'experts de coopération, afin que ce ne soit pas l'aventure pour les jeunes qui partent.

D'autres problèmes ont été étudiés, et nous aurons l'occasion de les aborder prochainement, avec la publication de la résolution finale du Colloque.

D'ores et déjà, il serait bon que le débat s'engage. Tribune Socialiste et moi-même nous tenons à la disposition de tous nos lecteurs intéressés par ces problèmes et désirant des renseignements.

Frédéric Desnaut.

Un appel de l'A.G.T.A.

L'Amicale générale des travailleurs algériens en France a diffusé un tract dans lequel ses rédacteurs réclament l'indépendance de l'Union générale des travailleurs algériens des partis.

« Vouloir enchaîner l'U.G.T.A. aux hasques d'un parti quelconque, c'est entamer la scission de la seule organisation représentative qui fait quelque chose face aux réalités économiques qui se dégradent sans cesse. Les comités de gestion en place, œuvre de l'U.G.T.A., sont l'exemple vivant de ses réalisations au profit des travailleurs, preuve d'un sens de responsabilité élevé de ses militants conscients et réalistes. »

Le tract, daté du 15 novembre, s'achève par un appel à l'unité. On rappellera que depuis l'annonce de la dissolution de la Fédération de France du F.L.N., l'U.G.T.A. a publié, le jeudi 22 novembre, un communiqué confirmant l'A.G.T.A. dans ses fonctions. Par contre, le bureau politique suscite, lui, la création d'une amicale.

Élections législatives en Ile-et-Vilaine

Rectificatif. — Les chiffres et les pourcentages donnés dans le précédent numéro doivent être rectifiés comme suit :

Ile-et-Vilaine. — 1^{re} circonscription Rennes-Nord.

Inscr. : 71.805 ; suffrages expr. : 43.408.

Fréville, dép. sort., M.R.P., 21.723 v., élu ; Tanguy (U.N.R.), 11.689 v. ; Foulon (P.S.U.), 5.178 v. ; Brault (P.C.), 4.818 v.

Foulon a donc 11,9 p. 100 des voix dans ce canton, où le P.S.U., grâce à son effort d'unité avec les forces de gauche, a marqué un net progrès.

La propagande, arme n° 1

Sous ce titre, le Centre de propagande de la Fédération du Rhône vient d'éditer un rapport d'une cinquantaine de pages sur les principes et les méthodes d'une bonne propagande. Ce document, qui n'a nullement l'ambition d'être exhaustif, est surtout destiné à lancer un certain nombre d'idées pour un large débat à engager dans le parti ; il est à la disposition de toutes les fédérations, sections ou militants qui en feront la demande.

Ce rapport comprend dix-sept parties distinctes (et notamment : la propagande générale, la propagande de recrutement, la contre-propagande, la propagande d'activation, le défrichage des régions où le P.S.U. n'est pas encore implanté, comment organiser une campagne électorale, les fichiers, les moyens financiers, le matériel, la propagande personnelle, par symbole, orale, écrite, audio-visuelle et les autres supports de notre propagande, ainsi qu'une liste des ouvrages portant sur les problèmes de la propagande).

Vu le tirage limité, passez dès maintenant vos commandes à : « P.S.U. (propagande), Maison des Sociétés, Bron (Rhône) », et adressez les fonds au C.C.P. Tholomet, Lyon 5.302-52. L'exemplaire : 1,50 NF. Au-dessus de 5 exemplaires : 1 NF l'ex.

Pour trois mimes et une guitare

Faisant suite à son récital du jeudi 22 novembre, notre camarade André Redon donnera un second récital de mime avec le concours des mimes Pinok et Matho et du guitariste José-Maria Sierra, le jeudi 6 décembre, à 20 h 30, Salle des conférences du musée des Monuments français, Palais de Chaillot (entrée T.N.P.). Métro : Trocadéro.

Nos camarades y sont cordialement invités.

PETITES ANNONCES

URGENT. Recherche chambre pour instituteur célibataire. Ecrire au journal qui transmettra.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

● Rédaction : 8, rue Jenner Paris (IX^e)
Tél. : PIG 65-21

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 5 NF
6 mois 10 NF
1 an 19 NF
Soutien 30 NF

● Publicité :

Geneviève Mesguiché
71, rue des Saints-Pères
Paris (6^e)

Directeur-Gérant de la publication :
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

L'INSTRUMENT DE TRAVAIL QUI VOUS MANQUAIT JUSQU'ICI

UN LIVRE UNIQUE QUI REMPLACE TOUTE UNE BIBLIOTHEQUE

ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS

de P. DUPRE

CONTIENT PRES DE 10.000 CITATIONS

d'expression française de Clovis à Françoise Sagan ● des plus grands écrivains étrangers de 23 langues différentes ● des grands classiques des littératures grecque et latine ● des hommes politiques ● des textes sacrés : Ancien et Nouveau Testament, Coran, Talmud et textes indiens ● des mots historiques ● des proverbes et locutions proverbiales.

L'HISTOIRE, LA PHILOSOPHIE, L'ART LITTÉRAIRE DE TOUS LES PAYS ET DE TOUS LES TEMPS.

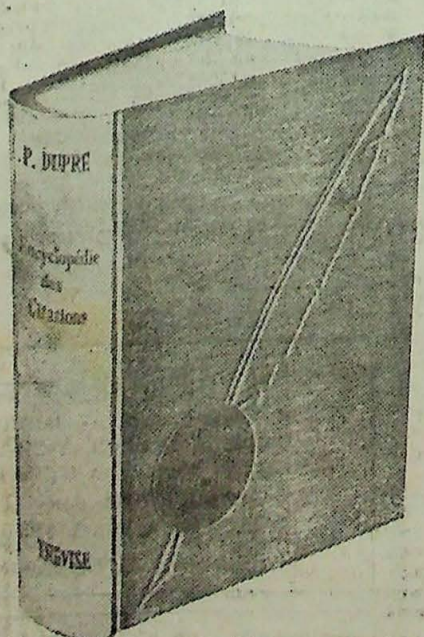
BON DE COMMANDE

Je soussigné déclare acheter exemplaire de l'« ENCYCLOPÉDIE DES CITATIONS », de P. Dupré au prix de NF 49,50 (franco de port et d'emballage), que je règle par chèque ou mandat inclus, ou par virement au C.C.P. 14.505.90 Paris (ci-joint les 3 volets) à l'ordre d'O.M. Diffusion.

NOM : PRENOMS :
PROFESSION : DOMICILE :
VILLE : DEPARTEMENT :
PAYS : DATE :

SIGNATURE

Ce bon de commande doit être adressé, accompagné du règlement, à O.M. Diffusion (Service TRIBUNE 100, avenue Raymond Poincaré, Paris 16^e).



Bel ouvrage in-4° écu (19,5 X 25,5) de 720 p. tiré sur vélin blanc spécial, relié pl. toile avec fers spéciaux. Trois Index, très complets :
● Index des noms cités ;
● Index des idées ;
● Index des mots clefs, rendent toute recherche aisée.
UN VOLUME : NF 49,50

(Bon et attachant)

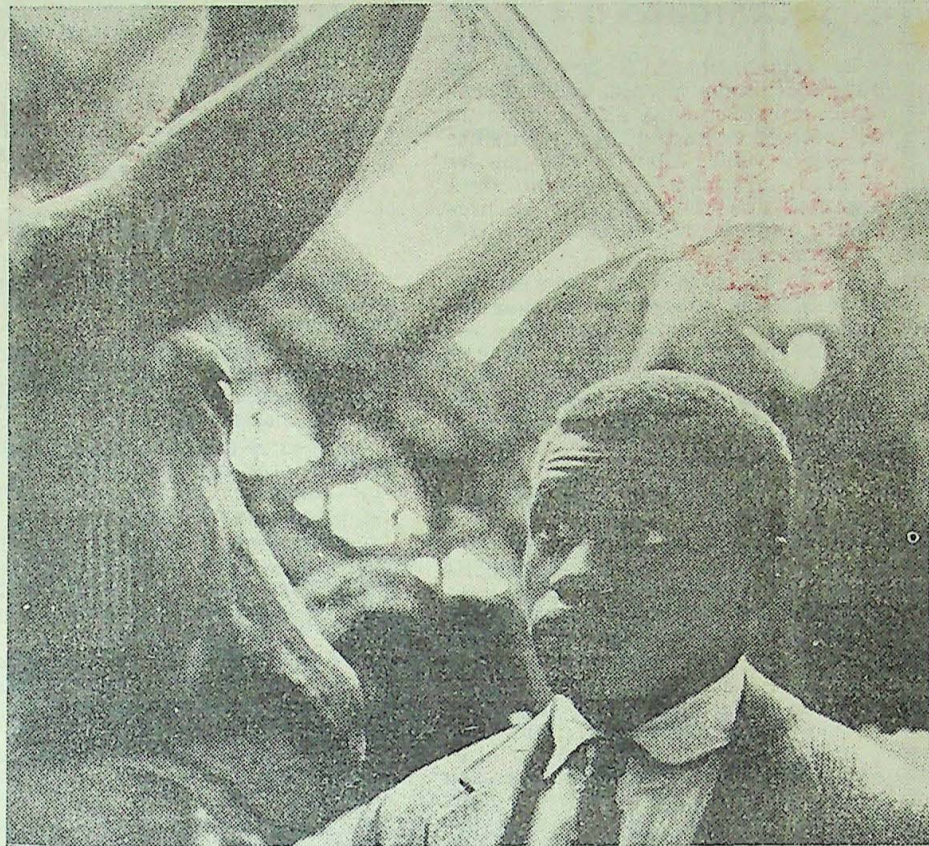
VOICI le deuxième long métrage de Reichenbach, une œuvre fort attachante, et certainement un des meilleurs films que l'on ait pu faire cette année.

Reichenbach a réalisé ici une sorte de documentaire sur un homme, Abdoulaye Faye, boxeur sans grande envergure. Mais derrière la banalité du sujet, (banalité voulue), il y a un point de vue très personnel sur la vie d'un boxeur, sur ses amours, son caractère superstitieux, et surtout le film est parsemé de très belles envolées lyriques.

Le lyrisme fait sans doute le caractère premier de ce film qui, s'éloignant de l'objectivité glacée de l'Œil Sauvage, ou d'autres films américains, de l'école de New York dont on sent l'influence sur l'auteur, retrouve par là le sujet profond qui s'exprime par des annotations, des plans très brefs sur la vie parisienne, sur l'entraînement d'un boxeur, ou sur une journée de brouillard. C'est un « film-notes », un journal intime même si la sincérité du but masque souvent l'artifice des moyens ; je veux dire par là qu'il ne faut pas voir en ce film un exemple réussi du cinématisme. Au contraire c'est plutôt de montage qu'il s'agit : un contraste entre un reportage sur la boxe, les boxeurs, un monde très vaste, celui des supporters, celui des passants inconnus dans la rue, et ce qui constitue l'autre partie du film, étroitement mêlée à la première : une reconstitution des impressions psychologiques et humaines d'un individu. Or cet individu est noir et cela nous vaut de percutantes répliques sur les complexes qui affligent ce boxeur : il « s'habille d'une robe de chambre blanche avant le combat. Lui-même est devenu boxeur parce que son père était manchot, il soigne son scooter pour ne pas avoir d'accident, de peur d'être, parce que noir, l'éternel accusé ».

Cette frustration, mêlée de superstition est traitée avec beaucoup d'humour, aucun paternalisme. Sans aucune révolte d'ailleurs ; ce n'est pas un pamphlet contre le racisme pas plus, à la réflexion, un document sur la boxe.

Si Reichenbach a le mérite de nous faire découvrir, à travers un boxeur, toute l'étendue du problème, tous les boxeurs (en une séquence remarqua-



Abdou a un cœur gros comme ça.

ble de montage) il le fait de façon poétique. Ce que Godard n'avait pas réussi à faire avec Vivre sa vie.

On ne sentait pas dans le film de Godard l'extension du particulier au général, de la prostituée au problème de la prostitution, abordé d'un point de vue sociologique.

Dans Un cœur gros comme ça, se mêle au film de montage sur les différents boxeurs, une musique de Bach et de Haendel. L'effet est séduisant, mais il ne peut cacher le précédent de la Corrida interdite, court métrage au montage extraordinaire. Enfin, une autre référence explicite Le propre de l'homme, de Claude Lelouch, long métrage qui est passé inaperçu lors de sa sortie du cinéma d'essai, mais qui certainement était le précurseur de beaucoup de films.

Avec ses multiples notations poéti-

ques et sa science du montage, le film de Reichenbach est certainement un très beau spectacle, c'est du moins en tant que spectacle qu'il faut le voir.

Pierre Uytterhoeven.

Théâtre

A L'AFFICHE :

Gogol, Dubillard, Sophocle

« **L**E Journal d'un fou », de Nicolas Gogol, appartient à la série d'œuvres dans lesquelles le romancier russe s'attache à décrire l'inconfortable position des bureaucrates besogneux. Ils crèvent de ne pouvoir atteindre le rayonnement d'une aristocratie déjà en déclin qui les méprise et rejoignent l'image actuelle de ce prolétariat en faux col soucieux de se différencier des classes « inférieures ». Popritchtchine cuve ses rancœurs dans une totale solitude.

Il rêve à l'autre monde : il se délecte de ses divagations et à mesure que l'imagination lui construit des phantasmes toujours mieux achevés, le contact avec la réalité se rétrécit. Ce cheminement vers la folie, parfaitement bien décrit, est joué par Roger Coggio. Tout seul en scène durant deux heures et demie, il parvient à tenir en haleine un public captivé. Théâtre ? Récital ? Lecture ? Hum ! la réponse doit être nuancée, mais signalons quand même qu'une mise en scène réglée par François Perrot assoit l'évocation (1). Une soirée intéressante.

Avec « La Maison d'os », de Roland Dubillard (2), le propos est tout autre. Il s'agissait, expliquait l'auteur, de ne plus respecter le cadre habituel du théâtre, de laisser aller l'imagination en liberté. Quelques ombres circulent sur scène, bouffonnes et dérisoires, parlent comme un Cuvillier-digest, et s'il faut toujours en croire ce qu'on nous disait, ceci dans une atmosphère tchékhovienne parodiée. Bon ! le conflit entre ma maison d'os et de viande et mon âme (en ai-je une ?) ne me préoccupant guère, le débat poétique de Dubillard ne retint guère mon attention, malgré l'adhésion évidente des comédiens (Marc Heyraud, Romain Bouaille, Denise Péron, François Macié) aux thèses mécaniques de l'auteur.

Jean Gilbert a écrit pour une soirée une version raccourcie d'« Œdipe à Colone » (3). Je crois que là réside son seul mérite. La tragédie grecque est ici tirée dans un sens odéonnesque désuet, que l'absence de style affadit. Un échec pour lequel il faudrait sans doute la nuance d'un article étendu.

Gogol, Dubillard, Sophocle-Gilbert, le menu est varié. Trois démarches honnêtes, mais rien de véritablement séduisant.

E. Coffermand

Théâtres : (1) des Mathurins ; (2) de Lutèce ; (3) Récamlar.

CIEL PUR

(La déstalinisation à l'écran)

LORS de sa présentation à Paris, au moment de la série de projections consacrées aux films soviétiques récents, nous avions déjà abondamment parlé de Ciel Pur. Ce film sort enfin commercialement au cinéma Studio 43 et va pouvoir être vu et discuté par tous.

L'on se rappelle qu'il s'agit de l'odyssée d'un aviateur, qui, abattu par la D.C.A. allemande pendant la guerre, et prisonnier, est passé pour mort et dont le retour représente un bouleversement pour ses proches. Il ne s'agirait que d'une nouvelle version de l'histoire du prisonnier qui revient quand on ne l'attendait plus, si une complication ne surgissait. Pour les autorités soviétiques de l'époque — très précisément, pour les autorités staliniennes — un combattant qui a été fait prisonnier voit peser sur lui une présomption de lâcheté. Tout ce qu'il pourra dire n'y changera rien : on lui refusera sa carte du Parti, on lui fera sentir de mille manières qu'il est un paria.

La mort de Staline amène le « dégel » en Union soviétique, les bouches s'ouvrent, et le vaillant combattant est réhabilité.

Le film de Grigori Tchoukraï peut être jugé de beaucoup de points de vue. Cinématographiquement, il est un intéressant témoignage de cette « nouvelle vague » soviétique dont Tchoukraï lui-même fait un peu figure de chef de file. Le style du film est un curieux mélange d'emphase et de simplicité, et des accents très tendres, très purs (je songe à la première rencontre du jeune aviateur avec son amie) sont suivis de grandiloquences assez peu appréciées par notre sensibilité (par exemple, les colorations bleuâtres de la scène où le prisonnier libéré revient et frappe à sa porte).

Marcel Ranchal.

COLETTE AUDRY

Prix Médicis

LE Prix Médicis, un des prix importants de l'année, vient d'être attribué à Colette Audry, pour son livre « Derrière la baignoire » (Gallimard, édit.).

Notre camarade, qui a défendu les couleurs du P.S.U. dans la 20^e circonscription de Paris, a réussi à transformer une banale histoire de chien en un récit complexe. Plutôt que l'histoire de la chienne Douchka, c'est l'aventure d'un être qui a consacré sa vie à la politique et qui, un jour, s'attache à un chien. La vie change à partir de ce moment : difficulté pour trouver un hôtel, difficulté des soirées de collage d'affiches... A la suite de l'auteur, on découvre le monde des vétérinaires, des pensionnats pour animaux. Toute une face de l'humanité se révèle : rivalités et jalousies en face du chien.

Ainsi, une nuit, Colette Audry entre dans un restaurant routier et voit s'approcher un homme qui se met à caresser le chien. « J'ai eu le même », dit-il, et il ajoute : « Il n'y avait que moi qui pouvais le toucher. » Enhardi, l'homme se met à taquiner le chien, à lui tirer les moustaches, les oreilles, avec une hargne mauvaise comme s'il voulait prouver que lui seul savait élever un chien, et qu'une femme, en tout cas, n'était pas digne d'avoir un chien-loup.

A partir d'un sujet mince, Colette Audry a su donner une ampleur humaine à son œuvre, méritant pleinement les honneurs du Prix Médicis.

Le nom de Bernard Pinget a été souvent cité en face de Colette Audry. Au Fémina, il l'a été plus souvent encore, mais c'est Yves Berger qui, au quinzième tour de scrutin, lui a été préféré. Jeune auteur d'une trentaine d'années, Yves Berger s'est déjà fait connaître comme critique. « Le Sud » (Grasset, édit.) est sa première œuvre romanesque. Dans un des prochains numéros de « Tribune » nous en parlerons plus longuement.

O. H.

“HELENE EN MIETTES”

par Anne-Marie de Vilaine

(Élegant... et de gauche)

LE titre parle : une Hélène reconstruit le puzzle de son passé en feuilletant pour le lecteur des pages de journal intime, de manuscrits, un soir de solitude. Les « miettes » entassées forment le portrait d'une agaçante intellectuelle, la petite bourgeoise de gauche, la femme à problème du XVI^e arrondissement et je suppose, à ce sujet, qu'Anne-Marie de Vilaine, en fouillant un peu ses souvenirs de journaliste à l'Express, n'a pas dû produire de gros efforts pour trouver matière à écrire. Ceci posé, l'auteur, abruptement et du même coup, peint la situation d'une femme consciente dans un milieu où la liberté de ton dissimule l'emprisonnement des mœurs. Hélène court après sa liberté qu'elle identifie à des aventures masculines. Finalement, elle décidera d'écrire, de devenir écrivain : le ton voit ici le jeu de miroir. Hélène lisant Hélène en train de raconter Hélène écrivant. Ce qui, somme toute, constitue bien la solution narcissique idéale.

Avec *Hélène en miettes*, roman, Anne-Marie de Vilaine offre un assez juste témoignage ; élégant, comme le précise le prière d'insérer.

E. C.

(1) Julliard, 8,40 NF.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Semaine du 28 nov. au 4 décembre

Anna KARINA dans
VIVRE SA VIE
un film de J.-L. GODARD

STUDIO 43 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 28 Novembre
au 4 Décembre
En exclusivité à Paris

CIEL PUR
de Grigori TCHOUKRAÏ
Grand Prix du Festival de Moscou 61